

Sionismo

DENOËL

LES SOIXANTE-DIX NATIONS

REGARDS JUIFS SUR LES
PEUPLES DE LA TERRE

Données et débats
Actes du XXVII^e Colloque
des intellectuels juifs de langue française

*Textes présentés par
Jean Halpérin et Georges Lévitte*

Regard juif sur la nation italienne

par Dan Segré
professeur à l'université de Haïfa

L'histoire des Juifs italiens, leur regard sur la nation italienne, me semblent être exactement à l'opposé de ce que nous venons d'entendre sur les rapports entre les Juifs et les musulmans en Afrique du Nord. Mais c'est un même effort que je vais tenter pour faire comprendre une réalité qui n'existe plus, avec des mots qui ont une signification actuelle, et qui peut-être ne sont pas les mots adéquats pour traduire cette expérience.

On dit aux Etats-Unis qu'y être juif ou noir ou japonais, c'est une façon — peut-être pas la meilleure — d'être américain à cent pour cent. Par contre, être juif en Europe, c'est une façon de ne pas être français ou allemand à cent pour cent. Si la chose est vraie, je dirais que le cas italien est l'exception en Europe qui confirme la règle.

Les Juifs italiens se sont installés dans la péninsule avant l'époque de Titus, qui d'après une chronique du IX^e siècle, le *Jossipon*, aurait amené 90 000 captifs de Judée en Italie. Depuis, la communauté juive italienne n'a cessé de recevoir des apports d'immigrants. A l'époque qui nous intéresse particulièrement, celle du Risorgimento, au XIX^e siècle, les Juifs en Italie étaient à peu près 35 000 dans une population de 33 millions, donc un pour mille. Aujourd'hui, ils sont de nouveau 35 000, dans une population d'à peu près 55 millions d'habitants¹.

L'essor culturel juif en Italie a été largement étudié, et ce n'est pas notre sujet. Je rappellerai seulement qu'avant l'expulsion du sud de la péninsule par les Espagnols au XVI^e siècle, on avait l'habitude parmi les Juifs de paraphraser Isaïe en disant : « C'est de Bari que sort la Thora, et la parole du Seigneur de Tarente². » Depuis lors, éparpillés dans les domaines du pape et dans les Etats italiens du Nord de la péninsule, les

1. Attilio Milano, *Storia degli Ebrei in Italia*, Turin, 1963.

2. *Italia Judaica*, comptes rendus des congrès sur le judaïsme en Italie, Bari 1981, Gênes 1983, vol. I et II, Rome 1983-1987.

Juifs formèrent une communauté assez homogène malgré les apports continus d'immigrants, communauté dont sortirent des personnalités exceptionnelles comme Ovadia Sforno, Azaria de Rossi, Leon da Modena, Samuel David Luzzato (« Shadal »), Isaac Lampronti, auteur de l'Encyclopédie talmudique *Pa'had Yi'zhak*, Benamozegh, etc. Ces Juifs vivaient comme les autres Juifs d'Europe, soumis à des restrictions, des extorsions, des expulsions, et même de temps en temps à des violences. Mais il y avait une certaine absence de fanatisme religieux dans la population italienne, ou, disons plus exactement, dans la population de la péninsule. Le fait que leurs déplacements volontaires ou forcés d'un Etat italien à l'autre n'impliquaient pas un changement de langue ni de climat social, a sans doute favorisé les rapports culturels et commerciaux qui furent toujours actifs et paisibles avec les non-Juifs.

Le cas le plus remarquable de cette coexistence est celui des Médicis. Ils octroyèrent aux Juifs en 1593 une constitution pour aider à la construction du port de Livourne, qui donnait aux Juifs le statut de « nation ». En 1759, la treizième édition du *Dictionnaire géographique portatif*, imprimé chez Laurent à Paris, informait les voyageurs chrétiens qu'« à Livourne, il est moins dangereux de frapper les grands-ducs que de frapper un Juif ». Les Juifs avaient une vision, dans l'ensemble, favorable des sociétés dans lesquelles ils vivaient. Mais on ne peut parler d'une vision juive sur les Italiens ou sur l'Italie pour une raison simple : l'Italie en tant que réalité autre que géographique n'existait pas. La nation italienne n'a pris une conscience politique d'elle-même qu'au commencement du XIX^e siècle. Jusqu'en 1861, tous les rois d'Italie étaient soit des Barbares comme Théodoric, soit des étrangers comme les empereurs d'Allemagne ou Napoléon I^{er}.

C'est avec Napoléon que tout change pour les Juifs de la péninsule : c'est « la première émancipation ». Lorsqu'ils seront obligés, après 1815, de rentrer dans leurs ghettos (sauf dans le duché de Parme où régnait la femme de l'Empereur prisonnier à Sainte-Hélène), les Juifs ne sont plus les mêmes. Ils avaient goûté à la liberté, à l'égalité, ils ont servi dans les armées. Ils aimaient l'aventure, comme ce Rubino Ventura, d'une communauté proche de Gênes, Finale Ligure, soldat de Napoléon à dix-sept ans, chef de l'armée des Sikhs aux Indes, qui conquiert le petit Tibet pour le sultan du Lahore et mourut en 1859 après avoir marié sa fille en Belgique au marquis de Trésigny. Dans l'ensemble, ils adhérèrent en masse aux sociétés secrètes, les *carbonari*. Ils financèrent les activités subversives de Mazzini, en Savoie, en Toscane, dans le Milanais. Ils se portèrent volontaires dans les guerres d'indépendance italienne. En une seule génération, de 1850 à 1880, ils passèrent des ghettos aux plus hautes places politiques, culturelles et militaires de la nouvelle Italie, oubliant dans leur parcours leur ancienne culture.

Le rapport démographique, nous l'avons dit, était de 1 pour 1 000. Mais

en ce qui concerne les activités, ce rapport n'est respecté que pour la prostitution : il y avait 7 prostituées juives sur 7 000 prostituées italiennes enregistrées en 1869 dans les maisons de tolérance. Mais, dans les guerres d'indépendance de 1848 et de 1849, la proportion des volontaires juifs est de 1 pour 55. Dans la guerre de 1859, celle de Solferino, la proportion est de 1 pour 145. Dans la guerre de 1860-1861, de 1 pour 110 ; dans la guerre de 1866, après la proclamation de l'unité de l'Italie, de 1 pour 74. En 1900, on compte proportionnellement, dans l'armée régulière, neuf fois plus d'officiers juifs que non juifs. Le général Ottolenghi est le premier Juif en Europe à devenir ministre de la Guerre en 1902 — seize années avant Trotski. A la veille de la guerre de 1914-1918, il y a 13 généraux et 3 amiraux juifs dans les forces armées italiennes. Cette disproportion est encore plus marquée dans le domaine politique. Luigi Luzzati est le premier Juif pratiquant à devenir à deux reprises premier ministre. Un autre Juif, Malvano, dirige pendant des années la diplomatie italienne en tant que secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Un autre Juif, converti, Sonnino, est devenu Premier ministre, et, en tant que ministre des Affaires étrangères, il signera l'accord de Saint-Jean-de-Maurienne par lequel l'Italie s'engage à entrer en guerre au côté de la France, en 1915.

La proportion des Juifs dans la politique italienne apparaît plus grande si on la considère du côté juif. En 1874, la France, l'Autriche, l'Angleterre prises ensemble, avaient une population juive à peu près 40 fois supérieure à celle de l'Italie ; le total des Juifs députés aux parlements de Londres, Paris et Vienne, était de 18 députés. La même année, il y avait 15 Juifs députés au Parlement de Rome ; ils seront, à l'arrivée du fascisme, 24 à la Chambre et 11 au Sénat.

Au cours du Risorgimento¹, nous trouvons des Juifs à la tête de ministères dans les gouvernements provisoires de Venise et de Rome, à la tête des services secrets de Cavour, à côté de Mazzini qui d'ailleurs s'habille en rabbin pour tromper la police au cours de ses voyages clandestins en Italie. Il meurt dans une famille juive.

Une trentaine de Juifs sont anoblis pour services militaires, politiques, financiers, rendus à la maison de Savoie. Cela n'est pas exceptionnel dans l'Europe du temps ; ce qui est bizarre, c'est la mention de l'origine de ces nouveaux nobles du Piémont dans l'annuaire « définitif » héraldique publié en 1883 : leur origine est donnée comme « Palestine », terre plus ancienne que celle des Soissons, de Carignan et de Savoie. Je ne sais pas si tous les Juifs italiens nobles étaient heureux de cette mention, mais pour les Italiens, la chose ne présentait évidemment aucun problème.

1. Renzo de Felice, « Per una storia del problema ebraico in Italia, alla fine del XVIII secolo e all'inizio del XIX » in *Movimento operaio*, sept./oct. 1955, n° 5.

Guido Bedarida, *Ebrei d'Italia*, Livourne, 1950.

Salvatore Foa', *Gli Ebrei nel Risorgimento italiano*, Rome, 1978.

Dans un des premiers *Who's Who* italien, publié à Florence en 1919, parmi 591 personnalités nommées, on remarque 125 Juifs. Dans un autre ouvrage paru en 1950, parmi 760 Juifs « notables » qui ont vécu en Italie entre 1848 et 1948, on trouve 68 hommes et femmes de lettres, 68 hommes politiques et grands commis de l'Etat, 43 arabisants et orientalistes, 29 peintres et sculpteurs, 28 grands mathématiciens et 9 explorateurs. Il ne faut donc pas s'étonner si, tout dernièrement, la presse italienne cherchait à expliquer le fait que sur 7 Prix Nobel italiens vivants, 4 étaient issus d'une communauté de 35 000 âmes.

Les explications que l'on donne du cas juif italien sont contradictoires. Pour certains, comme l'historien italo-américain Andrew Canepa¹, le cas italien n'a rien de particulier. L'auteur soutient, avec une large documentation à l'appui, que, sauf par leur nombre restreint, les Juifs d'Italie ne se distinguent pas de ceux des autres pays d'Europe à la même époque : comme les autres, les Juifs ont dû faire face en Italie à l'antisémitisme religieux et laïque ; comme les autres, ils ont participé aux mouvements révolutionnaires et libéraux ; comme les autres, ils se sont convertis, assimilés, embourgeoisés. Ils peuvent paraître différents, car ils ont joui d'un climat politique plus favorable qu'ailleurs et parce qu'ils étaient moins nombreux qu'ailleurs. Mais faire des Juifs italiens un cas spécial serait, à son avis, du romantisme et de l'histoire imaginaire. C'est une thèse logique, mais contestable.

En revanche, il y a ceux qui pensent que le cas des Juifs italiens pendant le Risorgimento est tellement unique qu'« il va au-delà des frontières de l'historiographie italienne et du peuple d'Israël pour représenter une expérience mondiale ». Cette affirmation d'Eugenio Artom², issu d'une famille qui joua un grand rôle après Cavour, est certainement exagérée. Mais on ne peut nier qu'il y a eu en Italie une formation *parallèle* de la conscience nationale italienne chez les Juifs et chez les autres groupes, les Piémontais, les Vénitiens, les Napolitains, les Siciliens, etc., et que cela les a rendus différents dans leur vision des autres et dans la vision que les Italiens ont eue des Juifs.

Le plus original des intellectuels marxistes italiens, Antonio Gramsci, mort en prison dans les années 30, explique par le parallélisme entre la formation de la conscience nationale chez les Juifs et celles des autres ethnies d'Italie, l'absence de l'antisémitisme en Italie. A son avis, « les Juifs ont développé un caractère national italien plus grand que les Italiens incorporés dans les différents Etats de la péninsule, dans le sens

1. Andrew Canepa, « Emancipazione, integrazione e antisemitismo in Italia, il caso Pasqualigo » in *Comunità* n° 174, juin 1975 ; « L'atteggiamento degli Ebrei italiani davanti alla loro seconda emancipazione : premesse e analisi », in *Rassegna mensile d'Israel*, 1977, pp. 419-436.

2. Eugenio Artom, « Per una storia degli Ebrei nel Risorgimento », in *Rassegna storica toscana*, 1978, vol. 24, pp. 137-144.

7

que chez eux il y avait une préoccupation de caractère national qui n'existait pas chez les autres¹. Pour lui, comme pour l'historien Arnaldo Momigliano², la conscience nationale s'est formée chez les Juifs d'une façon exemplaire du processus qui a formé la conscience nationale italienne tout entière. Et ce processus détruit le cosmopolitisme religieux des Juifs et le transforme en particularisme dans le cadre de l'Etat national.

Malgré les multiples déclarations de Mussolini³ sur l'inexistence d'un problème juif en Italie, ce particularisme des Juifs italiens, totalement assimilés, sera utilisé par les fascistes pour justifier la législation antisémite en 1938. Ce particularisme existait bel et bien ; il ne s'exprimait pas par une culture juive ou un attachement visible à la tradition hébraïque. C'était, nous dit Artom, quelque chose de semblable au patriciat dans la société moderne. Un « agrégat » reconnaissable à cause de la survie d'une certaine vieille noblesse, tout au moins jusqu'à la période d'avant la dernière guerre. Ce particularisme, qui étonnait tellement Chaïm Weizmann⁴, dans une communauté à la fois si assimilée et si fière de sa judéité, était le résultat d'une double vision : celle que les leaders du Risorgimento italien avaient des Juifs, et celle que les Juifs avaient de l'Italie du Risorgimento.

Du côté italien, cette vision devait se révéler inconciliable avec celle du nationalisme du nouvel Etat unifié à partir de la conquête de Rome en 1870. Rome, conquise par les Piémontais, lançait en effet à l'Italie unifiée — celle que l'on appelait en ce temps-là *l'Italietta*, la petite Italie — un défi constant, par son universalisme chrétien et par sa romanité impériale païenne. Dans les deux cas, Rome ne laissait pas d'espace pour une « judéité nationale » italienne. De plus, la réalisation de l'unité politique de la péninsule réduisait le rôle politique des Juifs dont Cavour, Mazzini et le roi Victor-Emmanuel II avaient saisi l'importance.

Il serait naturellement absurde d'affirmer que sans les Juifs, l'histoire de l'Italie aurait été différente. Mais c'est un fait que Cavour fut ramené au parlement de Turin au cours des élections, pour lui cruciales, de 1852, par le vote des Juifs encore concentrés dans le ghetto de Turin qui formait une partie importante de sa circonscription. Son agent électoral était le rabbin de Turin, Lelio Cantoni ; son « public relations man » était Giacomo Dina, un *Yechive bo'her*, secrétaire de la *Hevra Kadisha* de Turin, qui fut journaliste, directeur du journal de Cavour, *L'Opinione*, puis parlementaire très influent.

1. Antonio Gramsci, *Opere complete*, 1982, p. 384 ; *Il Risorgimento*, Turin, 1949.

2. Arnaldo Momigliano, « The Jews of Italy », *The New York Review of Books*, octobre 1985.

3. Renzo de Felice, *Storia degli Ebrei italiani sotto il fascismo*, Turin, 1961, p. 116.

4. Chaïm Weizmann, *Trial and Error*, Londres, 1954.

Cavour et le roi, comme Mazzini d'ailleurs, utilisaient sans réserve les liens financiers internationaux des Juifs d'Italie. Ils utilisaient aussi pour des communications clandestines leur patois incompréhensible pour les policiers des différents Etats d'Italie. Patois dont j'ai encore moi-même quelque souvenir de ma jeunesse. Au théâtre ou à la maison, quand on ne voulait pas faire savoir aux autres de quoi on parlait, on utilisait des mots « codés » comme le chiffre 45 pour indiquer un non-Juif. Pourquoi 45 ? Parce que c'est le nombre obtenu par l'addition de la valeur numérique des lettres hébraïques du mot « adam », l'homme. Quand on voulait dire : « Ne parle pas de cela », on disait : *dabra davar*, « Parle de quelque chose », en piémontais hébraïque.

D'ailleurs, la fidélité des Juifs à la dynastie de Savoie était légendaire. Le roi Victor-Emmanuel III disait que « les Juifs ne trahissent pas » ! Et c'est lui qui les trahit par la suite, en 1938.

Il y avait certainement une coïncidence d'intérêts matériels et idéologiques très forte entre les Juifs et les leaders du Risorgimento. En soutenant la conquête de l'Italie par les Piémontais, les Juifs soutenaient l'ennemi laïc, libéral, bourgeois, de leurs ennemis, à savoir le Piémont, ennemi des régimes catholiques, antilibéraux et aristocratiques des différents Etats italiens de l'époque. Mais il y avait aussi quelque chose de plus : le sentiment, sans doute exagéré, la conviction, sans doute romantique, l'espoir, injustifié, d'être, et d'être reconnus comme cofondateurs d'une nation et d'un Etat nouveau. C'est là, je crois, la différence fondamentale avec les autres Juifs d'Europe à l'époque.

Les discours emphatiques des rabbins italiens en faveur de l'unité italienne, les élégies en langue hébraïque en l'honneur du Risorgimento, les *Kinot* (lamentations) composées à l'occasion de la mort des souverains, peuvent apparaître à l'historien contemporain des expressions d'un patriotisme intéressé, semblables à celles que l'on trouve en France, en Allemagne, en Angleterre. Il y avait certes dans le patriotisme des Juifs italiens un certain carriérisme marqué d'une veine de vulgarité et de vanité, d'une arrogance de parvenus, qui s'exprimait, entre autres, par l'achat frénétique de châteaux et la construction de monstrueuses synagogues, comme celle de Turin (qui devait concurrencer la tour Eiffel) et dans lesquelles la culture juive agonisait. Mais il y avait aussi, chez beaucoup des Juifs totalement assimilés, l'orgueil d'être des frères fondateurs — sinon des pères fondateurs — d'une nouvelle patrie. La vieille interprétation hébraïque du mot *I-tal-ia* (en hébreu : « L'île de la rosée divine ») prenait ainsi une signification messianique nouvelle et romantique.

C'était naturellement une illusion. Elle se révéla avec le temps sans fondement, mais elle donna aux Juifs italiens un sens de sécurité totale et une fierté que les lois antisémites de 1938 ne réussirent pas à briser. Cela explique à la fois le concours massif des Juifs italiens à la lutte partisane

contre les nazis fascistes¹ et le pourcentage le plus élevé d'Europe d'émigrants vers la Palestine. Car le sionisme, même pour ceux qui n'étaient pas sionistes — comme moi-même élevé dans une ambiance familiale royaliste, fasciste, nationaliste, antisioniste —, se présentait moins comme un retour à la terre promise que comme une version juive du Risorgimento.

Umberto Bobbio, un des maîtres à penser de la nouvelle démocratie italienne, décrit l'atmosphère dans laquelle a poussé l'antifascisme juif en Italie. Les Juifs, pour lui, n'étaient pas antifascistes parce qu'ils étaient juifs ou révolutionnaires. Ils étaient des libéraux, des démocrates, des sociaux-démocrates, des intellectuels pour lesquels la culture révolutionnaire était totalement étrangère à leur éducation.

Cela n'exclut pas le fait qu'il y avait des Juifs communistes influents comme Terracini et Sereni. Mais Bobbio a raison lorsqu'il dit que, pour lui comme pour beaucoup de ses amis juifs, le fascisme semblait être sinon l'invasion des Hyksos, du moins une blessure, une lacération dans le tissu national qui devait être reconstitué après le fascisme. Si cela, comme je le crois, est vrai, l'antifascisme des Juifs italiens représentait, encore une fois, l'expression de leur sentiment d'appartenance de plein droit au tissu national italien. Les belles pages où Primo Levi décrit, dans *Le Système périodique*, son existence quotidienne au Piémont et à Milan avant sa capture en février 1944, montrent d'ailleurs que, même dans la société fasciste en guerre, la vie continuait pour les Juifs dans une normalité irréaliste qui n'existait nulle part ailleurs en Europe.

Le rupture brutale de l'illusion juive italienne à l'égard de l'Italie n'a pu être ressoudée ni par leur large participation à la résistance ni par le retour à la démocratie. Le prix payé par cette petite communauté était trop lourd pour pouvoir être compensé par la nouvelle Italie républicaine. Les déportés furent 7 763 ; des dizaines de minuscules communautés furent effacées après des siècles d'existence. Quelque 12 000 Juifs émigrèrent ou quittèrent le judaïsme. De plus, la prééminence du facteur chrétien dans la politique italienne de l'après-guerre, la polarisation de l'électorat entre Démocratie chrétienne et Parti communiste, l'existence d'une droite néofasciste et l'apparition d'un antisémitisme plus ou moins masqué sous des attaques virulentes contre le sionisme et Israël, ont détruit ce qui pouvait rester du « rêve » juif du Risorgimento. Un rêve d'ailleurs auquel la moitié des Juifs vivant actuellement en Italie ne peuvent s'associer, étant des Juifs venus principalement des pays islamiques.

1. Liliana Picciotto-Fargion, « Sul contributo di Ebrei alla Resistenza italiana », in *Rassegna mensile d'Israël*, mars-avril 1980, pp. 132-146.

Mario Toscano, « Gli Ebrei in Italia dall' Emancipazione alle persecuzioni », in *Storia contemporanea*, n° 5, 1986, pp. 905-954.

Le regard des Juifs sur l'Italie contemporaine me semble ainsi rentrer dans la « normalité » de la destinée juive marquée par la Shoah d'une part et la création de l'Etat d'Israël de l'autre. Pourtant, ce regard reste un regard particulier, même si totalement différent du particularisme du Risorgimento. La nouvelle république italienne, favorisant la décentralisation régionale, tente d'affaiblir le centralisme de l'Etat créé par la conquête piémontaise. Elle cherche aussi à sublimer ses tensions ethniques, politiques et historiques, dans un européanisme qui en Italie est sans doute plus sincère qu'ailleurs en Europe.

Ce processus de décentralisation et d'européanisation s'accompagne d'une extraordinaire explosion de vitalité dans tous les domaines : sciences, arts, littérature, bureaucratie internationale, finances, et, bien entendu, mafia. Phénomène qui rappelle l'explosion de la culture italienne à l'époque de la Renaissance. Il est donc naturel que les Italiens d'aujourd'hui s'intéressent davantage à leurs différences qu'à leurs similitudes. La « tribu » juive, avec son particularisme et son ancienneté de résidence, occupe une place de choix en Italie. Un chiffre suffirait à le prouver. De 1848 à 1948, 2 905 livres de tout genre ont été publiés en Italie sur des sujets juifs ; de 1948 à 1980, on en a publié plus de 3 000¹, tant la question juive est devenue pour l'Italien un sujet d'intérêt presque quotidien qui trouve une large place dans la presse et dans la littérature. Dans ce dernier domaine, il suffira de rappeler des noms comme ceux de Carlo Levi et Primo Levi, de Natalia Ginzburg, de Moravia, de Voghera, de Bassani, Augusto Segré, etc. Elsa Morante, écrivain chrétienne, a écrit pour sa part un roman juif merveilleux dans lequel sa foi chrétienne se mêle à une extraordinaire sensibilité hébraïque.

Il est difficile de définir le sens de cette évolution, même s'il y a eu d'intéressantes tentatives d'analyse du cas juif italien contemporain, notamment en Amérique². Mon impression est que, lorsqu'une nation comme la nation italienne, créée en partie par une idéologie romantique et en partie par des circonstances historiques extérieures sur lesquelles elle n'a pas pu toujours avoir le contrôle, subit des secousses comme celles expérimentées en moins d'un siècle, il est naturel que l'on cherche à retourner aux sources. On s'aperçoit alors que peu d'habitants dans la péninsule sont aussi indigènes que les Juifs et que, dans sa quête d'une identité, tout Italien se découvre un peu juif.

1. Giorgio Romano, *Bibliografia italo-ebraica (1848-1977)*, Florence, 1979.

Daniele Carpi, *Bibliotheca italo-ebraica*, Rome, 1982.

2. H. Stuart Hughes, *The Prisoners of Hope*, New York, 1982.

Mardi 29 décembre 1987

Un entretien avec le grand rabbin de France

« Notre responsabilité est de donner au juif l'envie et la fierté de le rester »

M. Joseph Sitruk, nouveau grand rabbin de France, élu pour sept ans, le 14 juin dernier (le Monde du 16 juin), prendra officiellement ses fonctions le 1^{er} janvier 1988. Ancien grand rabbin de Marseille, le successeur de M. René-Samuel Sirat présente ici les orientations de son « septennat », en affirmant qu'il « faut créer un nouveau courant de culture juive ». Il s'exprime aussi sur les derniers incidents en Cisjordanie et à Gaza.

« Un rabbin orthodoxe, tempéré par la chaleur méridionale, est-ce que ce portrait vous gêne ? »

— Plutôt qu'orthodoxe, je préfère le mot engagé, car un rabbin qui ne prêche pas l'exemple, par l'engagement éthique et social de toute sa vie, n'est pas un rabbin sérieux. Au moment de se couvrir de son châle de prière — le *talit* — le juif veille à ne pas heurter son voisin : la limite de son engagement vis-à-vis de Dieu, c'est l'existence de l'autre. L'orthodoxie conçue comme intolérance rigide m'est donc totalement étrangère.

• Né en Tunisie, ayant grandi à Nice et exercé à Marseille, mon centre de gravité est la Méditerranée et, d'évidence, ce tempérament facilite la communication et l'ouverture aux autres. Qui s'en plaindrait ?

— La conversion et le mariage de M^{me} Eric de Rothschild ont provoqué, en 1985, un malaise au sein

de la communauté entre l'autorité laïque, celle du consistoire central, et le grand rabbinat. Quelle leçon avez-vous tirée de cette crise ?

— Cette affaire ne méritait sans doute pas d'être montée en épingle comme elle l'a été. Il s'est produit une confusion des rôles sur laquelle le grand rabbin Sirat a estimé bon, en son âme et conscience, d'alerter l'opinion. Il a cru, à un moment donné, voir poindre à l'horizon le danger que le rabbinat ne soit plus la seule autorité à définir ce que doit être une conversion et à décider d'une adhésion au judaïsme. Le consistoire s'est défendu d'avoir voulu empiéter sur le pouvoir du corps rabbinique. Le problème était plus rationnel que doctrinal et un accord a été trouvé.

— Le rabbinat craint souvent de voir son pouvoir religieux grignoté par l'autorité laïque. Etes-vous tout à fait rassuré sur ce point ?

— Le Talmud dit : heureux l'homme qui connaît sa place... Des contacts que j'ai eus avec le président du consistoire central, je peux vous assurer que notre volonté de travailler main dans la main est totale. Je pars donc confiant et résolu à engager un train de réformes pour dissiper tous les malentendus liés à l'exer-

cice de la fonction rabbinique et favoriser la collaboration de l'ensemble des responsables communautaires.

— Compte tenu de la diversité des institutions juives, le leadership de la communauté n'est pas toujours apparent. Qui doit exercer chez vous le commandement ?

— Je ne sais pas si la communauté juive accepterait facilement d'avoir un « patron » ! La formule de la direction collégiale me paraît préférable. Mais le grand rabbin y occupe une place à part. Le statut d'institutions comme le Fonds social juif ou le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives) peut toujours évoluer. Le grand rabbin, lui, ne peut être remplacé et son autorité est exclusive. Elle est l'expression de la sensibilité profonde du peuple juif, de son attachement à une histoire, à une éthique, à une religion et à ses rites. A cet égard, dans le concert des expressions communautaires, la voix du grand rabbin est unique et irremplaçable.

— Votre prédécesseur disait souvent que l'éducation est la priorité des priorités. On a beaucoup investi dans la pierre, mais les écoles juives aujourd'hui sont loin d'être remplies en maîtres et en élèves. Est-ce que vous reprenez cette priorité ?

— Nous sommes en effet en pleine pénurie de cadres — enseignants, rabbins, éducateurs — et je suis décidé à lancer un véritable programme de formation de cadres communautaires.

• Mais c'est un travail de fond considérable qui doit être ici exigé. Car je ne crois pas que l'éducation seule doive être promue comme la priorité des priorités. Je lui préfère la culture.

• S'il faut s'occuper des enfants qui vont à l'école juive, il faut suivre aussi ceux qui n'y vont pas, ceux qui sont à la crèche, les adultes, le troisième âge, etc. C'est tout le peuple juif qu'il faut mettre ou remettre en relation, le plus étroitement possible, avec son patrimoine spirituel.

• Ma priorité sera donc la création d'un véritable courant, capable de susciter là où elle n'existe pas, ou plus, la motivation religieuse la plus profonde. Et cela ne se fait pas à coup de gros budgets. Il faut redonner aux juifs, dans toutes les couches de la communauté, l'envie de retrouver ou de mieux connaître le message de leur peuple. Cette culture passe par l'école, mais aussi par tous les aspects de la vie sociale, professionnelle, intellectuelle, artistique, par les loisirs, etc. Depuis des années, j'organise en cette saison, à la neige, des séminaires de culture juive.

Un paradoxe

permanent

— Dans cet appel à la renaissance d'une véritable culture juive, n'y a-t-il pas une sorte de hantise devant l'assimilation galopante de la communauté par l'école laïque, par les mariages mixtes ? Chacun sait que l'avenir du judaïsme est menacé en termes sociologiques. Votre « courant » n'est-il pas d'abord un contre-courant ? Une réaction de survie ?

— Je réponds qu'à la fois on naît juif et on le devient. Si je me contente d'être juif de naissance sans être juif d'essence, alors je suis un paradoxe permanent. Le judaïsme porte en lui une conception qui englobe tous les domaines de l'existence. Doit-il pour autant être un système coercitif ? Si on oblige un homme à être ce qu'il ne veut pas être, on va de conflit en conflit. En revanche, notre responsabilité est de donner au juif l'envie et la fierté de le rester, lui expliquer que le judaïsme est une appartenance qui l'enrichit et enrichit la société tout entière autour de lui.

• Dans ses tensions actuelles, la société israélienne vit jusqu'au paroxysme toutes ces questions existentielles. Ici en Occident, la communauté juive ne mourra pas. Je suis convaincu qu'elle se réveillera du choc des années 60-70, quand les portes trop facilement ouvertes à la culture environnante — sans le contrepoids de notre propre culture — ont provoqué dans notre communauté des bouleversements qui ont pu paraître naturels à certains, mais que je déplore profondément. Le rééquilibrage a commencé à se faire. Il faut l'accentuer en quantité et en qualité.

— Dans vos premières interventions, vous insistiez sur la Loi. Vous lui substituez aujourd'hui la culture...

— Parce que l'essentiel de notre culture est la Loi ! Je refuse de me laisser enfermer dans le schéma qui distingue la Loi, avec son contenu sec, rébarbatif, voire conservateur, du reste de la culture, connoté en termes de progrès. La culture juive, pour moi, a un contenu spirituel. Elle est un ensemble de connaissances bibliques, talmudiques, capables de donner à tout juif envie de rester, sans concession sur son identité mais sans fermeture aux non-juifs.

• Cocktail explosif ? Mais la vie n'est pas autre chose qu'un risque couru en permanence. Celui qui refuse ce risque n'a qu'à décider de sa propre mort. Le suicide est un refus de vivre. Si on accepte de vivre on accepte de prendre des risques.

- Entre des tendances loubavitch ou intégristes et des tendances libérales ou assimilatrices, les risques de division ne manquent pas dans la communauté. Que comptez-vous faire pour maintenir son unité ?

- Je laisse à Marseille la seule et, peut-être, la dernière communauté juive unie en France. Et dans

mon bilan, c'est le résultat dont je reste le plus fier. A Marseille, il n'existe pas deux consistoires, deux rabbinate, deux systèmes de cash-rout, mais une communauté avec toutes ses composantes. Le grand rabbin doit être, avec l'aide de Dieu, le point de rassemblement de toutes les sensibilités juives. Je ne veux exclure personne de ma démarche communautaire, mais au contraire associer, rassembler tous ceux qui veulent travailler, à leur manière, pour que vive le peuple juif.

« Menaces sur la démocratie »

- En 1981, la communauté juive avait pris position dans une sorte de « vote-sanction » visant M. Giscard d'Estaing. Faut-il s'attendre, pour l'élection présidentielle de 1988, à un engagement de votre part ?

- En tant que communauté, nous devrions nous garder de tout électoralisme et de faire campagne pour ou contre un candidat quel qu'il soit. En revanche, il est normal que nous interroguions les candidats à la présidence de la République - c'est ce que nous allons faire - sur leur attitude à l'égard d'Israël, sur les questions du « racisme » et de la xénophobie, sur leurs intentions à l'égard du développement culturel et religieux de notre communauté.

- On dit déjà que le vote juif ira cette année à Jacques Chirac ou à François Mitterrand. Qu'en est-il ?

- Je peux vous assurer que la communauté n'a de sympathie exclusive pour aucun homme politique. Elle n'est ni mitterrandienne ni chiraquienne... Mais il est vrai qu'en raison de prises de position ou d'attitudes passées, elle a une certaine estime pour les deux personnalités dont vous avez cité les noms et qui ont montré une grande attention aux problèmes de notre communauté.

- Vous n'aviez vous-même jamais caché votre amitié pour M. Gaston Defferre, de son vivant, et M. Sirat pour le président de la République.

- Je n'en ai jamais abusé non plus. Je crois avoir gardé le sens de l'intérêt collectif. Ce serait une amalgame déplacé de dire que M. Sirat et moi-même avons des sympathies socialistes, parce que nous avons eu, l'un et l'autre, des rapports chaleureux et de qualité avec des personnalités socialistes. Quel que soit le prochain président de la République, j'envisage d'avoir avec lui les relations les plus amicales et les plus soutenues.

- Et quelle sera votre attitude par rapport au Front national, que vous connaissez bien à Marseille ?

- Il faudrait être naïf pour ne pas voir le danger que font peser les théories du Front national sur la communauté juive. Autant certains de ses responsables peuvent se taxer d'une honorabilité qui n'est pas usurpée, autant entraînent-ils derrière eux des militants d'extrême-droite qui affichent une réelle xénophobie et font peser une réelle menace sur la démocratie.

- J'ose espérer, que la grande majorité des électeurs sauront garder la tête froide et faire preuve de la sérénité et de la maturité nécessaires pour que jamais la France, ni même une région ou une mairie - le

danger est à chaque niveau, - ne bascule dans l'extrémisme. Il faut tout faire pour éviter de dénaturer le caractère pluraliste et démocratique de la France.

- Pensez-vous que le temps soit mûr pour un authentique dialogue entre les religions ?

- La société a besoin de l'éclairage donné, dans leur pluralité, par les autorités religieuses du pays. S'agissant des questions dogmatiques et doctrinales, il va de soi que chaque Eglise ou chaque religion doit exprimer sa spécificité. Mais, sur les droits de l'homme, sur l'accueil de l'étranger, nous pourrions plus souvent nous exprimer ensemble. Tout ce qui peut être mis en commun et peut donner aux croyants le sentiment qu'ils vont dans le même sens me paraît de nature à faire diminuer les tensions sociales, la xénophobie, l'intolérance et le racisme. Le seul danger serait de faire des amalgames et de tirer des conclusions trop hâtives d'un dialogue interreligieux, jusqu'à dire que toutes les religions sont identiques, se valent, et que vive la religion unique !

« Le deuxième souffle du sionisme »

- On perçoit une double désaffection à l'égard du sionisme. L'enthousiasme est en effet moins grand aujourd'hui pour aller s'installer en Israël (l'« alyah »). Et les événements en Cisjordanie et à Gaza risquent de ternir son image. Qu'en pensez-vous ?

- Il est impossible de nier cette désaffection, statistiquement prouvée. Le nombre de juifs et de juives français, qui vont s'installer en Israël est en nette diminution. Je crois pourtant qu'il s'agit seulement d'un passage. L'enthousiasme qui avait suivi la création d'un Etat pour les juifs est retombé, et le sionisme est à la recherche d'un deuxième souffle.

- Je pense que l'idée sioniste n'est pas en perte de vitesse, mais que, en raison de difficultés concrètes, la décision de s'installer en Israël est plus complexe qu'hier. Certains sont capables de les surmonter, et, en un sens, l'alyah est plus qualitative aujourd'hui que dans l'enthousiasme d'hier. Cela dit, c'est d'une alyah quantitative dont Israël a besoin, pour son existence même.

- Quant aux images de la répression menée en Cisjordanie et à Gaza, je ne crois pas qu'elles soient dissuasives. Dans ces événements, la solidarité des juifs à l'égard d'Israël n'est pas inconditionnelle, mais logique. Le juif a un tel amour de la vie, un respect si grand de l'existence des autres, que le fait de tirer dans une foule, qui heurte profondément notre sensibilité, ne peut être considéré que comme un acte de légitime défense. Nous déplorons tout autant la méthode qui consiste à attaquer les Israéliens, militaires et civils - car n'oublions pas les innombrables crimes commis contre des civils israéliens désarmés, - puis à envoyer en première ligne des femmes et des enfants.

- Les incidents répétés de nature religieuse en Israël ne traduisent-ils pas l'incertitude d'une société qui se cherche ?

- Vous avez raison, et ce problème de l'équilibre interne à trouver dans un Etat qui est encore jeune est aussi grave que le précédent, lié aux menaces venant de l'environnement géographique. Mais comment voulez-vous que, avec un tel passé et des disparités internes aussi grandes, la société israélienne ne soit pas encore en train de se chercher ? Je suis convaincu que, sur cette question de l'équilibre, les communautés en exil, qui elles aussi ont dû résoudre des problèmes de coexistence, peuvent donner l'exemple.

Propos recueillis par
HENRI TINCO

Georges ADDA

Quelques idées/suggestions
pour la rédaction
d'une charte/déclaration.

- . En proclamant l'appartenance des Juifs ou de ceux d'origine cultuelle juive à une "nation juive" ou à un "peuple juif", les Sionistes sont satisfaits et fiers de l'auto-installation des juifs en ghetto ; tandis que les racistes antisémites acceptent avec plaisir cette orientation qui les conforte dans leurs théories discriminatoires.
- . Ainsi le Sionisme sert le racisme antijuif, comme celui-ci renforce l'action néfaste du Sionisme.
- . Il n'y a pas de "race juive" ou de "peuple juif" ou de "nation juive"; comme il n'y a pas, par delà les frontières, "un peuple chrétien" ou un "peuple musulman".
- . Non aux racistes qui prônent dans chaque nation l'unicité raciale et/ou religieuse ! Non aux Sionistes qui soutiennent l'existence d'un "peuple juif planétaire", et la non-appartenance à une nation autre que la "juive" !
- . Chaque nation est plurielle, et à l'aube du 21^{ème} siècle on ne peut plus reconnaître, dans chaque creuset national, qui est venu le premier et qui a un droit... d'aïnesse.
- . Il y a dans chaque pays des citoyens de religion juive ou d'origine cultuelle juive dont certains ont des coutumes ou des pratiques communes spécifiques marquées du sceau religieux et d'une certaine "localisation" urbaine.
- . Il ne doit pas s'agir pour les juifs ou ceux d'origine cultuelle juive d'"assimilation" ou d'"intégration", car ils sont purement et simplement des citoyens d'une nation, la nation de tous les citoyens, ayant ou devant avoir sans aucune distinction d'origine cultuelle ou autre, les mêmes droits et devoirs.
- . Sans aucune condition ni réserve, il s'agit pour les juifs et ceux d'origine cultuelle juive d'assumer leur qualité de citoyens d'une patrie dont l'unité et la cohésion, pour le meilleur et pour le pire,

sont l'affaire de tous. Ainsi seulement l'herbe sera coupée sous les pieds des racistes antisémites.

- . Il faut bannir toute discrimination officielle, légale, camouflée ou déguisée, et proscrire tout privilège basé sur l'origine "raciale" ou religieuse. Comme il faut que dans chaque nation, tous les composants de toutes les origines culturelles ou autres veillent ensemble, la main dans la main et avec détermination, sur l'unité de la communauté nationale une et indivisible.
- . L'avenir des Juifs ou de ceux d'origine culturelle juive n'est ni dans le sionisme, ni dans un quelconque Etat se proclamant juif au Moyen-Orient ou en Extrême-Orient. De même ni les sionistes ni aucun Etat se proclamant juif n'ont le droit de parler au nom des Juifs. Il appartient aux Juifs et à ceux d'origine culturelle juive non-sionistes et aux non-juifs anti-racistes de leur interdire ce "droit".
- . Le sionisme et l'antisémitisme ne constituent pas une affaire judéo-juive. Comme la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, ils doivent intéresser tous les citoyens de chaque nation. Car si le racisme tend à exclure de chaque communauté nationale les juifs et ceux d'origine culturelle juive, de son côté le sionisme fait tout pour en détacher ces derniers.
- . Depuis plus d'un demi-siècle, il y a un vide idéologique dans la lutte contre le sionisme, vide qu'il convient de combler.
- . Nous nous sommes mis d'accord pour nous rencontrer, pour réfléchir et discuter sur tous ces problèmes afin de porter une contribution à leur résolution d'une manière positive et constructive, sans complaisance ni opportunisme.
- . Hommes et femmes de nationalités et d'origines culturelles différentes, nous nous proposons
 - de suggérer aux historiens, sociologues et chercheurs d'orienter et de réaliser des études sur les problèmes que nous soulevons ;
 - d'encourager les étudiants qui y consacreront leurs travaux, mémoires et thèses ;
 - de demander à tous les gouvernements de réaliser la proposition de l'écrivain marocain, Tahar Ben Jalloun, à savoir, de

"revenir à la pédagogie", de commencer "à la maternelle et à l'école primaire à apprendre aux enfants que la différence est une richesse";

- d'organiser des rencontres, des colloques, des séminaires internationaux, régionaux et nationaux ;
- de demander pour notre Club le statut des "Organisations Non Gouvernementales";
- d'animer le combat idéologique antisioniste basé sur des recherches et des argumentations théoriques, combat qui apportera sa contribution dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

. Le non-sionisme doit faire entendre haut sa voix pour être reconnu et avoir droit de cité. Le non-sionisme doit conquérir sa place, une place privilégiée. Sans complexe, sans crainte et sans outrance nous ferons valider son existence.

. Notre tâche est ardue et difficile, mais aussi exaltante.

Article adressé, le 18 janvier 1988, au journal "Le Monde" pour être publié en "Tribune Libre". Le quotidien parisien n'a jamais fait paraître cet article.

REPONSE A M. SITRUK

"Le Monde" est à féliciter pour nous avoir fait, le 29 décembre 1987, découvrir le Grand Rabbin de France Joseph Sitruk qui a, dans une longue et retentissante interview, étalé ses intimes convictions de rabbin... "engagé".

M. Sitruk a, par ses prises de position, bousculé toutes les frontières, m'obligeant ainsi à intervenir dans le débat ouvert par lui. Je me permets donc d'y participer et cela pour deux raisons. La première : M. Sitruk est né comme moi à Tunis où je vis. La deuxième : nous avons la même origine culturelle (je dis bien culturelle et non culturelle). Mais je n'ai pas l'intention de m'immiscer dans les affaires politiques françaises (il s'agit bien d'affaires politiques et non religieuses), ma nationalité tunisienne et une obligation de réserve pour les affaires d'un pays qui m'est étranger me l'interdisent.

D'autres avant moi ont répondu à certaines des déclarations de M. le Grand Rabbin. Dans "Le Monde" du 12-1-88, M. Gérard Spitzer les a qualifiées de "monstrueuses". Jugez vous-même cette phrase de M. Sitruk :

"Le Juif a un tel amour de la vie, un respect si grand de l'existence des autres, que le fait de tirer dans une foule, qui heurte profondément notre sensibilité, ne peut être considéré que comme un acte de légitime défense."

Ainsi pour M. Sitruk, tuer tous les jours des jeunes qui se battent avec leurs mains pour leur terre est "un acte de légitime défense". Ce langage ne peut être celui d'un homme de religion dont la vocation est de prêcher l'amour du prochain et la fraternité humaine, mais il aurait pu être celui d'un officier d'Ariel Sharon, le "héros" de Sabra et Chatila.

M. le Grand Rabbin devrait savoir que le sang des victimes et les larmes de leurs mères ont toujours fait fleurir les droits d'un peuple qui n'a jamais abdiqué.

Mais mon propos s'intéresse à un autre aspect des problèmes soulevés par M. Sitruk.

Lorsqu'on analyse le prêche du 29-12-87, on a l'impression qu'on veut arracher de chaque nation ses fils d'origine culturelle juive, faisant ainsi écho aux racistes qui eux souhaitent exclure les non-aryens et autres Juifs. Il ne s'agit pas d'un procès d'intention. A la question du journaliste du "Monde" :

"L'enthousiasme est en effet moins grand aujourd'hui pour s'installer en Israël (l'"alyah")",

M. le Grand Rabbin répond sans aucun trouble :

"Il est impossible de nier cette désaffection... Le nombre de Juifs et de Juifs français qui vont s'installer en Israël est en nette diminution. Je crois pourtant qu'il s'agit seulement d'un passage.... C'est d'une alya quantitative dont Israël a besoin pour son existence".

Prenant le relai du Grand Rabbin, le Prix Nobel américain Elie Wiesel, à travers sa fondation, s'est fixé comme objectif : "Parler au nom d'Israël et des Juifs partout dans le monde". (voir "Le Monde" du 19-1-88). Ainsi l'amalgame est réalisé et les Juifs de tous les pays sont embarqués sur le même bateau.

N'est-ce pas édifiant ?

Ainsi pour M.M. Sitruk et Wiesel (qui s'est autoproclamé porte-parole des Juifs), les descendants des Français juifs d'Avignon ou de Troyes ou de Paris, les enfants et petits enfants des premiers ministres français Blum, Mendès-France et Fabius, des anciens ministres français Mandel et Fiterman, des professeurs au Collège de France et des membres de l'Institut d'origine culturelle juive ont trop tardé à faire leurs valises et prendre le chemin de l'"alyah". Ils pensent probablement de même de l'ex-chancelier autrichien Kretzki, du Prix Nobel italien Rita Lévi-Montalcini, de l'ancien maire de Naples Valenzi, de l'avocat égyptien Chehata qu'ils voudraient

expédier vers une patrie qui n'est pas la leur.

Le problème auquel nous sommes confrontés malgré nous est d'une telle gravité qu'aucun homme digne de ce nom ne peut plus s'abstenir de prendre position, de dénoncer et de combattre l'idéologie sioniste qui est un des pires ennemis des Juifs et de ceux d'origine culturelle juive. Et pour cela il ne faut pas capituler devant le pernicieux argument souvent avancé : "Comment, après l'holocauste, peut-on encore s'attaquer aux Juifs à travers Sionisme et Sionistes ?" Or si on ne fait pas preuve de malhonnêteté intellectuelle on comprend facilement qu'il ne s'est jamais agi d'attaquer les Juifs, mais bien de combattre l'idéologie sioniste, l'antisémitisme étant une des meilleures façons de lutter contre le racisme anti-juif.

Il nous faut proclamer tout haut qu'il n'y a pas de "race juive" ou de "peuple juif" ou de "nation juive", comme il n'y a pas, par delà les frontières existantes, un "peuple chrétien" ou un "peuple musulman".

Cela est tellement évident que les exemples abondent. Durant 20 siècles les Chrétiens d'Europe se sont entredéchirés. Durant 15 siècles les Musulmans se sont entretués. Rappelez-vous comment les Allemands juifs ont lutté, avec la même farouche détermination que les Prussiens chrétiens, pour l'unité allemande, et aussi comment ils ont participé aux guerres de 1870 et de 1914-18 face à leurs coreligionnaires français qui tombaient à Sedan et à Verdun.

Il faut donc dire en même temps "Non" aux racistes qui prônent dans chaque nation l'unicité raciale et/ou religieuse, et "Non" aux sionistes qui soutiennent l'existence d'un "peuple juif planétaire". C'est que chaque nation est plurielle et à l'aube du 21^e siècle "heureux l'homme qui" (formule de M. Sitruk) peut reconnaître, dans chaque creuset national qui est venu le premier pour avoir droit.... d'ânesse.

Il ne s'agit pas pour les Juifs ou ceux d'origine culturelle juive d'"assimilation" ou d'"intégration", mais d'être purement ou simplement des citoyens fidèles à leur nation, la nation de tous les citoyens ayant, sans aucune distinction d'origine culturelle ou autre, les mêmes obligations et les mêmes avantages.

Sans aucune condition, ni réserve ou marchandage, il s'agit pour les Juifs et ceux d'origine culturelle juive d'assumer leur qualité de citoyens d'une patrie dont l'unité et la cohésion, pour le meilleur et pour le pire, sont l'affaire de chacun.

Dans chaque nation, toutes les composantes, de toutes les origines culturelles ou autres, devront veiller ensemble, la main dans la main et avec détermination sur la cohésion et l'unité de la communauté nationale une et indivisible ; comme ils devront lutter contre toute discrimination officielle, légale, camouflée ou déguisée.

L'avenir des Juifs ou de ceux ^{d'origine} culturelle juive n'a jamais été et ne sera jamais dans le sionisme ni dans un quelconque Etat se proclamant juif au Moyen-Orient ou en Extrême-Orient. De même ni les sionistes, ni M.M. Sitruk et Wiesel, ni aucun Etat se proclamant juif ne peuvent s'octroyer le droit de parler au nom des Juifs. Il appartient aux Juifs et à ceux d'origine culturelle juive non-sionistes et aux non-juifs antiracistes de leur contester ce "droit".

Le sionisme et le non-sionisme ne constituent pas une affaire judéo-juive. Comme la lutte anti-raciste, ils intéressent tous les citoyens de chaque nation ; car, je le répète, si le racisme tend à exclure les Juifs et ceux d'origine culturelle juive, de son côté le sionisme fait tout pour en détacher ces derniers.

Le moment est venu (hélas avec retard) pour que les hommes et les femmes antisionistes et antiracistes, de différentes origines culturelles et de différentes nationalités, se rencontrent, réfléchissent et discutent ensemble sur tous ces problèmes pour porter une contribution à leur résolution, d'une manière organisée, d'une manière positive et constructive, sans complaisance ni opportunisme.

Au non-Sionisme de faire entendre haut sa voix pour être reconnu et avoir droit de cité. A lui de conquérir sa place, une place privilégiée. Sans complexe, sans crainte et sans outrance, les antisionistes feront valider son existence. La tâche est ardue et difficile, mais aussi exaltante.

Georges ADDA
(Tunis)

GEORGES ADDA

2, RUE IBN HAJJA
(CITÉ JARDINS) 1003 TUNIS

Tunis, le 3 mars 1988

Monsieur le Professeur

P A R I S

Cher Monsieur,

Veuillez excuser le retard avec lequel je vous adresse mes sincères remerciements pour votre amical et chaleureux accueil. J'ai conscience de vous avoir perturbé par mon interpellation ; mais je n'avais pas d'autres moyens que de frapper à des portes pour un projet que je crois être juste et raisonnable. Votre amabilité a été pour moi d'un grand réconfort et j'espère qu'elle sera suivie de votre approbation et de votre soutien actif.

Je suis de plus en plus convaincu qu'il est nécessaire de faire quelque chose de percutant contre l'idéologie sioniste qu'il faut appréhender à la source.

Permettez-moi d'ouvrir ici une parenthèse qui risque d'être grande.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le sionisme est en train de gagner du terrain, et non de reculer, parmi les Juifs et les non-Juifs. Car si les derniers événements ont déclenché -devant tant d'horreurs- une condamnation unanime ou presque des moyens utilisés (et rien que des moyens utilisés), condamnation englobant des sionistes de... gauche, de droite et du centre, et même certains "faucons" ; il faut reconnaître que les sionistes juifs et non-juifs (et même une grande partie des non-sionistes) pensent avec angoisse que l'avenir d'Israël est maintenant plus qu'hier en question ; et partant qu'il est nécessaire pour ceux-ci, tout en demandant le "respect" de l'homme palestinien, de défendre ce qui "a donné" aux Juifs : une terre, un drapeau, un Etat. Les Juifs ont, disent-ils, tellement souffert qu'on ne peut mettre en cause leur "droit" à l'existence "étatique".

Malgré mon instinctive et juste réprobation, je comprends ceux qui révoltés par tout ce qu'ont fait les sionistes depuis des dizaines d'années en Palestine et par ce que font maintenant de jeunes soldats israéliens conditionnés, je comprends, dis-je, ceux qui sont tentés de mettre ou qui ont déjà mis tous les Juifs du monde dans le même sac. Que faisons-nous il y a un demi siècle ? Nous luttons contre le fascisme hitlérien en criant, sans faire de distinction subtile, "Mort aux Allemands !"

Il est indispensable au départ de clarifier le débat. Pour moi il ne s'agit pas de demander la "libération des territoires occupés", de lutter contre les "méthodes inhumaines" employées par les soldats israéliens, de faire "respecter" les droits des hommes... palestiniens. Si je rends hommage aux bons sentiments de ceux qui honnêtement mènent de telles actions et y croient, je ne peux m'empêcher de considérer ces demandes comme de fausses solutions et ces actions comme des replâtrages non durables. Ainsi on reconnaît objectivement la légitimité -qui n'est jamais mise en cause- de l'existence d'un Israël sioniste, raciste et expropriateur. Que demande-t-on au fait à Israël ? Savoir bien se tenir, porter une belle parure, se faire faire un "lifting".

Le monde est différent de ce qu'il était il y a 200 ans, lorsque des Européens, dans un silence planétaire, ont exterminé les peaux rouges d'Amérique du Nord ou ont "débarrassé" l'immense Australie de ses autochtones. Actuellement chaque mot et chaque geste, chaque atteinte et chaque crime contre un peuple sont livrés presque en direct dans chaque foyer ; aujourd'hui rien ne peut être camouflé ; aujourd'hui aucun responsable petit ou grand ne peut plus et ne pourra plus affirmer qu'il n'était pas informé ; de même que personne ne peut dire qu'il n'avait pas pris position faute d'informations.

Les Palestiniens dont la terre et la patrie ont été confisquées ne peuvent se contenter de faire flotter un mini-drapeau sur Gaza et

la Cisjordanie. Ils ne peuvent se contenter d'une parcelle de terre de rechange pour rebâtir... Etat et patrie. Ils sont condamnés à reconquérir leurs maisons, leurs quartiers, leurs champs, leurs villages, et aussi leurs cimetières où sont enterrés leurs ancêtres et où ils veulent être enterrés. Qu'aurai-je fait à leur place ? Qu'auriez-vous fait ? Qu'a fait le Français lorsqu'on lui a pris Paris et la Corse ? Qu'aurait fait l'Italien si on lui avait pris la Calabre ou la Vénétie ?

Les fils des victimes des pogromes tzaristes ou des fours crématoires nazis ou des camps de triage du Vel D'Hiv et de Drancy, actuellement Israéliens, sont confrontés à une terrible et tragique situation que rien ne peut résoudre, ni les soldats de Rabin, ni les mesures conciliantes, ni les conférences internationales. Hier victimes de l'Europe... civilisée, celle de Diderot et de Victor Hugo, de Goethe et de Beethoven, de Tolstoï et Tchaïkovsky, les Juifs devront demain demander des comptes aux continuateurs de Herzl, de Balfour, de Ben Gourion ; ils devront demander des comptes à tous les gouvernants d'Europe qui les ont expédiés en Palestine allouée aux Juifs en compensation des crimes perpétrés par des Européens. Utilisant l'humour noir, certains ont retorqué : "S'il y avait une justice et si on avait appliqué le vieux principe -oeil pour oeil et dent pour dent- la Bavière aurait été proclamée Etat juif et Munich serait aujourd'hui capitale d'Israël !"

N'ayant rien fait aux Juifs, les Palestiniens ont été contraints par la force de payer la... facture due par les Européens. Aussi, tôt ou tard, justice devra être rendue. Les pierres des garçons palestiniens ont déclenché une dynamique que rien n'arrêtera plus. Et ainsi suis-je plus convaincu que jamais que les Palestiniens récupéreront (peut être par étapes) tous (je dis bien : tous) leurs territoires actuellement occupés : la bande de Gaza, la Cisjordanie et l'actuel Israël. Certes il y aura malheureusement beaucoup de larmes,

de sang, de victimes, de détresses humaines pour tous. Mais la justice finira par triompher sur cette terre qu'on dit bénie par Dieu !

Je me suis laissé aller dans un long développement qui -je crois- n'était pas nécessaire avec vous. Mais j'avais un grand besoin d'exprimer ce que je ressentais et intériorisais.

Je ferme donc cette parenthèse et reviens à mon projet.

Croyant que l'organisation antisioniste qu'il nous faudra créer devra exclure de son activité toute référence à ce qui se passe au Moyen-Orient, j'axe donc mon action exclusivement sur la nécessité pour tout Juif d'avoir, chacun dans son pays, une conscience nationale, sans basculer ridiculement dans une surenchère verbale ou dans un chauvinisme caricatural

Le problème qui me préoccupe -et qui semble vous préoccuper aussi- est de se démarquer des sionistes -de tous les sionistes sans aucune distinction- d'une façon définitive, claire, publique et organisée, et non seulement lorsqu'on est interpellé par tel ou tel événement. Il s'agit de développer une lutte idéologique persévérante pour gagner à la cause antisioniste les Juifs susceptibles d'être convaincus de leur appartenance, sans arrière-pensée ni marchandage, chacun dans son pays, à leur nation et à leur peuple pluriels. Il s'agit de contrecarrer l'action des sionistes et de lui faire barrage dans chaque pays. Il s'agit de rassembler et d'organiser les Juifs antisionistes, aujourd'hui dispersés, pour faire entendre leur voix, tout en évitant de prendre, en tant qu'organisation, position sur les "événements" du Moyen Orient et sur l'avenir des "territoires occupés" ou sur la "...paix immédiate ou durable"... nécessaire. Chacun pourra avoir et garder ses vues sur ces questions et bien d'autres, pourra exprimer partout ses opinions.

L'organisation qu'il s'agira de créer aura à "régler" un grand problème : les Juifs ne constituent pas un peuple ou une nation. Ils doivent, dans chaque pays, être des nationaux au même titre que tous leurs compatriotes. Ils doivent être sans complexe des citoyens à

part entière (même lorsqu'ils sont, à certains moments, en butte à certaines... difficultés,... habitudes ou traditions). Ils doivent conquérir leur place, non pas par la "bonne volonté" de leurs compatriotes ou la "largesse d'esprit" de leur gouvernement, mais bien par leur attitude non équivoque, par leur appartenance et leur attachement sans réserve à une seule et unique patrie. Cela ne signifie nullement que la situation est dans tous les pays paradisiaque ; bien au contraire, dans certains cas elle mérite des critiques et de grandes améliorations.

D'autre part, je me suis toujours refusé à admettre la notion d'assimilation ou d'intégration, car alors j'aurais admis être un corps étranger dans mon pays, le pays des Phéniciens, des Carthaginois, des Romains, des Berbères, de la Kahéna, des Arabes, des Turcs. Je comprends qu'un émigré portugais voulant s'installer en France fasse effort d'assimilation et d'intégration. De même que je comprend que le Somalien s'efforce de faire de même s'il a décidé de vivre définitivement en Italie.

Mais le Français d'origine cultuelle juive - dont les ancêtres vivaient à Avignon du temps des papes (mais au fait qui sont arrivés les premiers à Avignon : les Juifs ou les Papes ?) et étaient en bonne place dans la hiérarchie laïque de l'administration papale - n'a rien à voir ni à faire avec l'assimilation et l'ingégration. Il est dans l'indivision la France même. Certes il y a eu l'étoile jaune, les exclusions et les interdictions, les déportations. Mais rien ne peut lui enlever sa qualité de Français, et lui de son côté, il ne doit jamais d'une façon ou d'une autre renier cette qualité.

Les Juifs de Toscane avaient une place privilégiée au temps des Médicis, sans aucun besoin d'assimilation ou d'intégration, car ils étaient déjà l'Italie en gestation. Et leurs descendants ont été, sans réserve ni calcul, parmi les plus ardents bâtisseurs de l'unité

italienne. Certes il y a eu les mesures discriminatoires de Mussolini ; mais allez voir ce qu'il en reste aujourd'hui.

Ainsi le but de l'organisation à créer sera de combattre le sionisme en donnant en particulier des réponses à des questions telles que : "que sont les Juifs ?", "où doivent-ils se situer ?", "Quelle est leur appartenance ?", etc., etc.. L'organisation fera en sorte, par un travail idéologique soutenu, que dans chaque pays les citoyens de culte ou d'origine culturelle juifs soient et se sentent, pleinement et complètement, partie intégrante de leur nation.

Dans les 3 documents que vous ai remis ("Le Monde" m'a informé par lettre qu'il ne pouvait publier ma réponse à Sitruk ; mais il a eu la place pour publier le 22-I-88 un long article de l'inconditionnel Marek Halter), j'ai tenté de donner mon avis sur certains problèmes qui se poseront à l'organisation à créer.

.....

Je crains en vous exposant tout cela de vous avoir importuné une fois de plus. A vous de me faire connaître sans détour vos critiques, objections et propositions ; car ce qui se fera devra être une oeuvre collective et non personnelle, devra synthétiser des sensibilités et des parcours divers mais unis par un objectif commun : combattre le Sionisme. N'hésitez pas donc à m'écrire.

.....

Comme vous le voyez tout ne dépend pas de moi ; mais je tâcherai de poursuivre mon chemin dans la mesure de mes possibilités.

Merci d'avance pour le temps que je vous prendrai pour la lecture de cette lettre. Merci d'avance aussi pour tout document ou lettre que vous voudrez bien m'adresser.

Georges ADDA

P.S. - Vous pouvez en toute liberté et sans restriction faire lire tous les documents et lettres que je vous ai remis ou adressés, et même de les utiliser comme il vous conviendra.

Cher Ami,

Merci de votre lettre.

Inutile de vous redire mon accord sur la nécessité de ne pas se tromper de cible et de bien situer l'idéologie sioniste à la source de ce qu'il nous appartient de combattre.

Donc pas de problème sur l'analyse et pas plus, bien sûr, sur les intentions.

Mais il faut nous interroger sans complaisance sur l'action et ce qu'on peut attendre (de bon et aussi de mauvais) du regroupement de ceux qui pensent comme nous. Et puis, comme l'implique toute votre démarche, nous devons être très nets non seulement sur ce que devrait faire mais aussi sur ce que devrait s'interdire l'organisation envisagée. Je sais bien que vous avez déjà beaucoup réfléchi à tout cela, mais je crois que si nous voulons éviter tout à la fois malentendus et projets mort-nés il ne faut pas nous contenter d'un échange d'idées générales entre les premiers "adhérents"; et c'est sans doute à partir d'une critique très exigeante et d'une discussion approfondie portant sur la rédaction de ce que vous appelez la Chart~~e~~-Déclaration que se révéleront vraiment les accords et les divergences; nous évaluerons mieux alors les chances d'une action commune et chacun pourra dire son intention de s'y engager. Même si la formulation finale du texte n'est pas l'essentiel rien ne pourrait être plus éclairant et donc plus nécessaire que la discussion autour du choix des mots à utiliser et à éviter. L'adhésion des personnalités, le comité d'honneur international, l'organisation interne du Club, la présidence, etc. etc. ne pouvant venir utilement qu'après. Pour ma part j'aurai à lutter contre une certaine méfiance face à des projets trop ambitieux au départ : il n'est, en effet, peut-être pas aussi paradoxal qu'il peut sembler de penser qu'en "politique" on ne commence à avoir une petite chance d'être utile qu'à partir du moment où on est presqu' inutile !

WASHINGTON,

April 14, 1988

Mr. Georges Adda

I have misplaced your address

Tunis, Tunisia

Dear Mr. Adda:

This is just a brief note (I should try in French, but my French is so poor, but I will try a translation after I finish this letter) to say that it was very pleasant for me to meet with you and to exchange ideas. I can understand where your concern is more with anti-Zionism than it is with pro-Palestinianism. That is the way I started out my crusade back in 1947. God, it's 41 years ago.

I think it is very important at this time to push ahead with the idea of an anti-Zionist coalition from many countries, such as you outlined in your paper. I know it's very difficult, but I think the results would be worthwhile. I have sent today a cable to Yasir Arafat, a copy of which I am enclosing herewith in which as you see, I am insisting on the right of dissident Jews to combat aggressive Zionism, and I want him to make this part of his negotiations. At least it is a talking point.

Again, it was a pleasure to have seen you. I do not know at this point whether I will be lucky enough to come to Tunisia this summer, but if I do, you will certainly be hearing from me before then.

With warm regards,

Cordially,

(Dr.)

/ac
Enc.

*Je regrette beaucoup that
My French is very poor as you remember.
I hope you can get this translator*

GEORGES ADDA

 2, RUE IEN HAJJA
 (CITÉ JARDINS) 1003 TUNIS
 Tél: 284-261

Tunis, le 14 mai 1988

Docteur

Washington

Cher Monsieur,

C'est avec un réel et grand plaisir que j'ai reçu le 3 mai votre aimable lettre du 14 avril (avec un retard de 25 jours).

Après l'encouragement que j'ai enregistré lors de votre passage à Tunis, j'ai beaucoup apprécié les termes de votre lettre qui m'a permis de mieux connaître votre opinion qui renforce ma conviction : ne pas m'arrêter et poursuivre mon chemin.

1.- Vous avez bien fait de me faire part de votre préoccupation actuelle que j'apprécie et que je résume ainsi : d'une part aider les Palestiniens, d'autre part encourager et soutenir les Israéliens juifs qui n'approuvent pas les "faucons" ou qui s'en sont détachés ou qui comprennent maintenant le "fait palestinien".

Cette position vous honore. Dans le cadre précis de l'aide aux Palestiniens, je dois vous dire que moi et toute ma famille participons activement au soutien de la lutte libératrice des Palestiniens : pétitions, meetings, manifestations, parrainage d'enfants palestiniens, etc..., etc... Quelques heures après l'assassinat d'Abou Jihad, j'ai adhéré à l'O.L.P. le télégramme suivant :

"Tout homme digne de ce nom condamne ce nouveau crime.
 Stop. Vous présente sincères et fraternelles condoléances.
 Stop. Les causes justes finissent toujours par triompher.
 Georges Adda."

En tant qu'homme et en tant que Tunisien je soutiens le plus activement possible la lutte légitime des Palestiniens. D'ailleurs dans ce que je vous ai remis, vous avez dû constater que j'ai longuement traité de ce sujet. Voyez par exemple :

- la 1^{ère} page et le début de la 2^{ème} page de l'article adhérent au quotidien parisien "Le Monde" : REPONSE A M. SITRUK. (document n° 4 ci-joint)
- les 3 premières pages et le début de la 4^{ème} page de ma lettre du 3-3-88 à un professeur de Paris (document n° 5 ci-joint).

(2)

2.- C'est vrai et juste : l'O.L.P. et ses amis doivent savoir profiter des discussions, divisions et contradictions qui peuvent exister ou surgir en Israël même et dans les mouvements sionistes des autres pays. Mais cela ne peut pas et ne doit pas éclipser ou occulter le fait que le sionisme est et restera le sionisme, qu'il soit peu ou moins ou plus ou particulièrement agressif. Et cela comme pour le racisme : il n'y a pas et il ne peut y avoir de racisme aimable, de racisme compréhensif, de racisme non agressif, de bon ou de mauvais racisme.

Pour ma part et il s'agit là d'une opinion strictement personnelle (je me demande pas qu'elle soit partagée) : je crois qu'il y a eu trop d'expropriations, de destructions, d'expulsions, de déplacements de populations, de terreur, de sang, de mort, de tueries, pour pouvoir envisager un quelconque arrangement avec ce qu'on appelle Israël et une quelconque sécurité pour le futur. Je crois aussi que personne ne pourra mettre sur un pied d'égalité d'une part l'"Etat juif" envahisseur et spoliateur et d'autre part ses victimes que sont tous les Palestiniens de toute la Palestine et non ceux de Gaza et de la Cisjordanie seulement.

A d'autres organisations que la nôtre et si elles le désirent d'encourager l'émergence et le développement d'une "tendance pacifiste et compréhensive" en Israël. De son côté, notre organisation s'occupera, je le répète, d'un tout autre secteur : contrecarrer et combattre ouvertement et sans équivoque l'idéologie sioniste dans chaque pays.

3.- Les membres de notre organisation seront absolument libres de développer une activité de soutien des Palestiniens ou toute autre activité politique, sociale ou culturelle. En dehors de notre organisation, chacun d'entre nous déterminera sa position. Dans ma lettre (document n° 5 ci-joint) du 3-3-88 à un professeur de Paris, j'ai précisé en 4^{ème} page :

"Croyant que l'organisation antisioniste qu'il nous faudrait créer devra exclure de son activité toute référence à ce qui se passe au Moyen-Orient, j'ai donc mon action exclusivement sur la nécessité pour tout Juif d'avoir, chacun dans son pays, une conscience nationale, sans basculer ridiculement dans une surenchère verbale ou dans un

(3)

chauvinisme caricatural.

"... Il s'agit de rassembler et d'organiser les Juifs antisionistes, aujourd'hui dispersés, pour faire entendre leur voix, tout en évitant de prendre, en tout qui organisation, position sur les "événements" du Moyen-Orient et sur l'avenir des "territoires occupés" ou sur la "... paix immédiate et durable" nécessaire.

Chacun pourra avoir et garder ses vues sur ces questions et bien d'autres, pourra exprimer partout ses opinions."

Donc l'appartenance à notre organisation n'interdit pas l'adhésion à d'autres organisations. Je veux même qu'elle y pousse. A travers des comités différents ou lors d'actions ponctuelles spéciales chacun d'entre nous pourra exprimer ses opinions et mener l'action qu'il estimera utile et nécessaire, et cela suivant ses similitudes et les impératifs conjoncturels.

En d'autres termes, notre organisation se consacrera exclusivement au combat de l'idéologie sioniste dans chaque pays, tandis que d'autres comités ou organisations pourront soutenir soit les "Israéliens pacifistes", soit la libération de toute la Palestine (Gaza et la Cis-jordanie comprises).

4.- Mon projet vise donc un aspect que je considère comme fondamental et prioritaire : la lutte contre l'idéologie sioniste. En effet que veut et que fait le sionisme ? Sans vouloir répéter ici ce que j'ai écrit par ailleurs, il me faut dire que pour "construire" (par l'expropriation, la terreur et la guerre) un "Etat juif", le sionisme devait, obligatoirement et d'une façon continue, convaincre les citoyens de tous les pays ayant une origine culturelle juive que leur avenir se trouve ailleurs que dans leur patrie ou dans leur pays, là où sont nés et enterrés leurs arrière-arrière-grands-parents.

Le sionisme a compris, il y a bien longtemps, que sa force se mesure au nombre de Juifs qui, ayant une valise pour matelas, aspirent à l'"alyah" ou tout simplement l'"alyah". Le sionisme sait qu'il ne se renforce qu'en soustrayant, par une habile propagande et par le soutien inavoué des racistes, les Juifs de leur nation respective, de leur peuple respectif, de leur pays respectif.

En luttant contre l'idéologie sioniste (comme j'ai tenté de le définir dans les documents n° 1-4 et 5 ci-joints) on s'attaque à la source même du mal, le sionisme qui veut faire de chaque homme

(4)

d'origine culturelle juive un citoyen d'Israël, qu'il soit français ou américain, italien ou maghrébin.

En soustrayant au sionisme les hommes et les femmes d'origine culturelle juive, nous aurons atteint plusieurs objectifs :

- ces hommes et ces femmes pourront vivre normalement et sereinement dans leur pays respectif, libérés de l'angoisse que connaît tout corps étranger ou détaché de sa communauté nationale,
- l'herbe sera coupée sous les pieds des racistes antijuifs,
- Israël sera affaibli, lui qui tire jusqu'aujourd'hui sa force de l'adhésion et de l'appui des Juifs sionistes - qui sont la majorité - de tous les pays,
- enfin une aide inestimable sera apportée à nos amis palestiniens (ils sont pour moi plus que des amis).

5.- En conclusion je pense que rien ne nous sépare, que nos démarches respectives se rejoignent et visent le même objectif, que nous pouvons être dans une même organisation qui combat dans chaque pays l'idéologie sioniste.

Il me semble que le moment est propice - malgré les difficultés - pour passer à la réalisation pratique de quelque chose de bien concret : réunir le plus tôt possible 8 ou 10 personnes (sans distinction de nationalité ou d'origine culturelle) d'accord sur un préalable fondamental : combattre, à visage découvert sans compromis, ni nuance, ni complexe, l'idéologie sioniste dans chaque pays.

Ce petit groupe, constitué en Comité Provisoire ou Comité Fondateur, aura à

- rédiger une charte/déclaration qui définira clairement les principes de l'antisémitisme dans chaque pays
- rassembler ceux qui sont prêts à prendre place à ses côtés.

Chacun d'entre nous devrait d'ores et déjà formuler clairement sa position et ses propositions quant

- au contenu de la charte/déclaration
- aux personnes qui pourraient faire partie du Comité Provisoire ou Comité Fondateur

• à ceux qui pourraient être contactés par la suite. ⁽⁵⁾

xx

Par cette lettre et les documents qui l'ont précédée ou ceux qui y sont joints, je crois avoir exposé mon point de vue et mes propositions qui sont à considérer comme une simple contribution au débat collectif qui commence et à la construction projetée.

Vos observations sur tous les documents et toutes vos propositions seront toujours les bienvenues. N'hésitez pas donc à m'écrire sans formules diplomatiques ni réserve. Votre franchise m'aidera beaucoup, vous pouvez me croire.

Je compte me rendre en Italie et en Suisse, et par la suite en France. Je vous prie, si cela vous est possible, de m'indiquer quelques noms et adresses de personnes que je pourrais rencontrer pour leur exposer mon projet et pour leur proposer de nous rejoindre.

Enfin ne soyez pas surpris si pour terminer je vous pose sans détour la question qui plane sur notre actuelle discussion : pouvons-nous compter d'ores et déjà sur votre participation à notre organisation ? Votre accord nous combiera.

Excusez la longueur de cette lettre, c'est que j'ai voulu éclaircir certains aspects du débat pour éviter tout éventuel malentendu.

J'espère vous revoir bientôt et ^{en} attendant vous lire.

Bien à vous

Padolo

N.B. - Je n'ai pas trouvé joint à votre lettre

- copie de votre télégramme à Arafat
- la traduction de votre lettre

FRANCESCO DE MARTINO

Napoli, 26 giugno 1988

Caro Signor Adda,

La ringrazio in primo luogo per la gentile visita e per la chiara esposizione delle sue idee intorno all'opportunità di costituire un'associazione internazionale, che si proponga di combattere il sionismo, senza con questo esigere dagli aderenti una presa di posizione intorno al conflitto nel Medio Oriente. Apprezzo le idee che la spingono a promuovere questa iniziativa, che se ho ben compreso, considera il sionismo come una forma di razzismo nociva in primo luogo per gli stessi Ebrei. Tuttavia, come le ho già accennato a voce nel corso del nostro colloquio io ritengo che il problema sia molto complesso ed arduo ed è difficile distinguere una questione teorica od ideologica del sionismo dai problemi politici attuali, che consistono nell'assenza di un'azione che in breve tempo ponga termine al conflitto e ristabilisca la pace tra lo Stato di Israele ed i Palestinesi, in genere gli Arabi. Si può discutere quanto si vuole sul punto se sia lecito o meno parlare di una nazione ebraica, dal momento che persone di origine ebrea appartengono a vari Stati, dei quali sono cittadini di pieno diritto e dove sono nati e vissuti per varie generazioni. Si può anche discutere se sia stato un'azione felice intraprendere ed incoraggiare un movimento rivolto ad indurre gli Ebrei sparsi per il mondo a lasciare le loro patrie acquisite per trasferirsi in Palestina. Il fatto è che esiste oggi una realtà storica della quale non si può non prendere atto, che è l'esistenza dello Stato di Israele, al quale tendono di ricongiungersi molte persone di origine ebrea, talvolta impediti in questa scelta dalle autorità dei loro Stati, come in URSS e nell'Est europeo. Non credo che un'azione antisionista può modificare questo stato di cose. Che nel sionismo vi siano idee ed orientamenti errati è indubbio, nè si può negare che essi siano stati nocivi per gli Ebrei in primo luogo. Non si possono però dimenticare le ragioni storiche che ne hanno favorito il sorgere e cioè le persecuzioni che dall'antichità classica in poi hanno colpito gli Ebrei nei paesi dove essi si erano trasferiti e vivevano, particolarmente in taluni di essi fino alle tremende imprese del nazismo e dei campi di sterminio. Come studioso della storia e del diritto antico non posso dimenticare che la nazione giudaica esisteva con un proprio Stato e che essa fu soggiogata da Roma con la guerra nel I° secolo dell'Impero, dando così inizio a quella pere-

grinazione per il mondo del popolo ebreo, che è all'origine di terribili drammi della storia.

Detto questo, aggiungo che il vero problema è di impedire che i perseguitati divengano a loro volta persecutori di un altro popolo e continuino ad imporre ad esso con la forza militare ed il potere economico la loro dominazione, negando al popolo Palestinese quel diritto alla patria che Israele rivendica per sé stessa. Come Ella sa, in Italia la questione è largamente sentita, non solo per l'influenza delle sinistre, che si sono sempre battute per l'indipendenza dei popoli, ma anche per la posizione democristiana, che a sua volta risente quella della Chiesa cattolica. Per quanto mi riguarda, nella modestia delle mie forze, data la mia età ed il mio ritiro dalla politica attiva - nel 1987 non ho accettato la rielezione al Senato - intendo continuare a sostenere una causa sacrosanta e cioè quella dei Palestinesi ad avere la loro patria, a cominciare dalla restituzione dei territori occupati, mediante trattative di pace. Nonostante le deludenti esperienze ed il fallimento di tutte le iniziative fino ad ora intraprese, bisogna non scoraggiarsi. Occorre persistere nei tentativi di giungere ad una conferenza di pace, con la presenza di tutte le parti interessate e tra di esse ovviamente l'OLP.

Il rischio attuale è che si rafforzi la destra con le elezioni di novembre, anche perché i laburisti nella loro decennale esperienza di governo hanno dimostrato di non essere in grado di conseguire la pace. Così il Likud trova consensi anche in strati autenticamente popolari. L'Unità di oggi (26 giugno) pubblica un lungo Dossier su Israele, che termina con la storiella del cammello e della vipera, ma conclude con l'amara riflessione che non sai più chi sia la vipera e chi il cammello. Ecco un immediato obiettivo politico: evitare che questo sentimento si diffonda anche fra i fautori della causa palestinese, in Europa e negli Usa. Tutto quello che esaspera la contrapposizione, magari con le migliori intenzioni del mondo, implica questo rischio.

Mi creda con sincera stima e cordialità

PROF. FRANCESCO DE MARTINO

Via A. Falcone, 258

Napoli

Napoli, 26 giugno 1988

Caro prof. Donini,

Le invio una lettera per Georges Adda, che è venuto a chiedere la mia adesione alle sue iniziative antigioniste. In essa credo di avere spiegato le ragioni per le quali non mi sento di poterle dare.

Le sarò grato se vorrà prendere visione della lettera e poi farla pervenire al destinatario.

Mi creda,

G. Adda - 3. Rue Ibn Baffa

Cité Jardins

1002. Tunis Belvédère

D



36

37

Monsieur Francesco Di Martino
Via Aniello Falcone, 258

(Italia)

80.127 NAPOLI

Tunis le 9 Juillet 1988

Monsieur Di Martino
Naples

Monsieur le Député,

Je voudrais par la présente vous remercier une fois de plus pour votre accueil et vous dire que votre amabilité et votre compréhension m'ont beaucoup touché.

Je vous prie de me donner votre opinion sur notre projet et les documents que je vous ai remis. Je souhaite que cette opinion soit exprimée franchement et sans complaisance. Elle sera ainsi une contribution à la réalisation de notre objectif.

Au risque de vous perturber, je vous tiendrais au courant de l'évolution de notre projet et vous adresserai d'autres documents.

En vous renouvelant mes chaleureux remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, mes bien sincères salutations.





39

UNIVERSITA' DEGLI STUDI DI VENEZIA
DIPARTIMENTO DI STUDI EURASIATICI

S. POLO, 2035 - TEL. 041/5287220 - 5287687 - 30125 VENEZIA

Roma, 17 ottobre 1988

Ch.mo prof. sen. Francesco De Martino

Via Aniello Falcone, 258

80127 NAPOLI

Chiarissimo professore,

il nostro comune amico Georges Adda mi ha scritto il 2 settembre per informarmi che avrei ricevuto, entro qualche giorno, una Sua lettera che mi chiedeva di rispedirgli a Tunisi. La lettera non e' arrivata: niente di piu' probabile che sia andata perduta. La pregherei pertanto di mandarne una copia, a me o direttamente a Georges Adda.

La ringrazio e La prego di gradire i miei piu' cordiali saluti.

Pier Giovanni Donini

Prof. PIER GIOVANNI DONINI
VIA LUCCA, 1-00161 ROMA

Tunis, 31 octobre 1988

Très cher ami,

Je mets quelques mois pour répondre à ta dernière lettre et reprendre ainsi une discussion commencée il y a un an. C'est que je suis -il me faut l'avouer- perplexe et je me pose de nombreuses questions :

- Ne suis-je capable d'expliquer et de faire passer mes idées ?
- Pourquoi mes différents interlocuteurs sont-ils sur une autre longueur d'ondes ou sont-ils "accaparés" par une seule et unique parcelle de notre terre ?
- Est-ce moi qui ne vois plus et ne suis plus la réalité des choses et leur évolution ?
- Mes vis-à-vis font-ils (certes pas toi) les... autruches pour éviter de prendre à bras le corps un grand problème depuis longtemps délaissé ?

Par moment je suis tenté de stopper ma démarche et de vivre mollement mon âge. Heureusement ma conviction me remet sur le chemin que je me suis tracé et sur lequel -c'est mon grand souhait- je voudrais me maintenir durant les quelques années qui me restent. Mais j'ai l'impression de vivre un grand malentendu.

C'est vrai -et je t'approuve quand tu me le rappelles- qu'il y a beaucoup de choses nouvelles que je vis et sens comme tout le monde. Voyons quelques-unes d'entre elles :

- Les choses ne sont plus comme avant dans les pays arabes dont certains dirigeants ont porté et portent une grande responsabilité dans la perte de la Palestine, dans la démobilitation chronique des masses populaires et aussi dans les actions exterminatrices de Palestiniens dont le sang a souvent coulé à flot sous les balles... arabes.
- L'intifadah s'est imposée à tous et a imposé une réévaluation politique qui ira en s'approfondissant.
- A certaines conditions l'O.L.P. reconnaîtrait l'existence d'Israël. Elle a appelé les Arabes d'Israël à participer aux élections législatives.
- Dans cet Israël, les Juifs vivent des jours et des nuits remplis de désarroi et d'inquiétude, comme tous ceux qui entrent par effraction chez autrui.
- Cet Israël accentue son insolence, sa haine et sa bestialité inhumaine.

- 41
- Les puissances de l'Europe occidentale ont changé de ton avec Israël qui reste toutefois soutenu par elles.
 - Tout en étant le principal soutien des Palestiniens et des peuples arabes, l'URSS fait des pas vers Israël pour pouvoir participer dans les meilleures conditions possibles à une éventuelle conférence internationale et ne pas être exclue de la Région.
 - La Hongrie (Hé oui!) héberge les assises du... Congrès mondial juif.
 - Dans de nombreuses régions du monde des ennemis de la ville s'assoient à la même table pour discuter d'arrêts de conflits armés et de relations pacifiques.
 - Gorbatchev et Reagan se rencontrent et négocient, créant ainsi une nouvelle situation dans le monde.
 - L'U.R.S.S., la Chine et les autres pays socialistes réécrivent leur histoire et remettent en question leurs principes.

Il va de soi que cette énumération n'a pas la prétention de prendre en compte tous les événements qui dominent les moments que nous vivons. Ainsi il y a des choses nouvelles très importantes et des situations qui évoluent à une très grande vitesse.

Je suis d'accord avec toi pour dire qu'il faut tenir compte des nouvelles réalités dans le monde, qu'il faut rejeter "les idées acquises qui ne répondent plus" à nos questions, qu'une nouvelle réflexion est en gestation.

Tu me dis être convaincu "par la nécessité, l'urgence d'un dialogue entre les partisans de la Paix de la région seule garantie d'une paix entre les peuples comme point de départ du développement des pays en cause".

C'est vrai que les Juifs et les Arabes de ce Proche-Orient - où l'on se bat sournoisement ou à visage découvert depuis 70 ans - détermineront peut-être des rapports nouveaux dont je m'interdis, dans le cadre de l'organisation projetée, d'émettre une opinion sur leurs éventuels contours, formes ou horizons.

Je souhaite - sans y croire - que ta position corresponde aux perspectives des 10 ou 20 années à venir.

Mais mon problème se situe dans d'autres lieux et régions. C'est pourquoi je ne veux pas, en tant qu'entité organisée, avoir le regard braqué seulement sur les "peuples et les pays en cause" ou être coincée ou bloquée par la seule situation au Proche-Orient. Pour ma part, quelle que soit l'évolution ou l'issue de la périlleuse situation existant dans "la région" et quelle que soit la nécessaire solidarité avec les victimes des injustices, je suis convaincu qu'une lutte idéologique, soutenue et persévérante, doit être menée et développée dans chaque pays contre

le sionisme dont le but est de détacher les hommes et femmes d'origine culturelle juive de leur pays qui n'est pas, ne peut pas et ne doit pas être Israël. Mais aucune contradiction n'existe entre nos actions respectives.

Je ne nie pas que très peu nombreux sont ceux qui ont compris mon but: mener une lutte idéologique antisioniste sur chaque territoire national. Les autres - les plus nombreux - m'opposaient en particulier trois arguments pour rejeter ma proposition:

- Ils soutiennent qu'avant toute chose il faudrait prendre position quant au "conflit" israélo-arabe et aider tout ce qui peut aider à l'instauration de la paix.
- Tout en reconnaissant la justice et la légitimité de mon projet, ils craignent d'autre part de voir la lutte antisioniste dans chaque pays servir de camouflage à l'antisémitisme.
- Revenant sur des formules répétées depuis plus de 40 ans, ils soutiennent enfin que les Juifs - dont une grande partie a été victime de la barbarie hitlérienne - ont droit à certains "égards", pour rapidement amalgamer antisionisme et antisémitisme, capitulant ainsi sans discussion devant le terrorisme intellectuel des sionistes.

Je répète une fois de plus que l'organisation à créer ne doit pas, en tant que telle, prendre position dans le conflit proche-oriental, ~~émettre~~ des jugements sur les positions ou les actions développées par différentes entités, ~~et~~ soutenir telle ou telle démarche pour faire évoluer la situation actuelle vers telle ou telle solution.

Pour moi l'unique vocation ou objectif de l'organisation à créer est de rassembler dans chaque pays des cinq continents des hommes et des femmes - Juifs et non Juifs de différentes opinions - qui seraient prêts à défendre la cohésion et l'unité nationales de chaque pays en menant un combat idéologique contre l'antisémitisme (qui veut exclure les Juifs de ~~de~~ chaque communauté nationale) et contre le sionisme (qui veut détacher les Juifs de cette communauté).

Mais il n'est interdit à personne, en dehors de notre organisation projetée, de soutenir telle ou telle position. De même que rien ne m'interdit personnellement d'être, en dehors de notre organisation projetée (et peut-être dans une autre organisation) pour la victoire des Palestiniens et leur retour sur leur ^{ancienne} patrie sur laquelle ils pourront déterminer leur avenir.

Ainsi je pose un problème qui est bien différent de celui posé par les relations interrégionales ou interconfessionnelles proche-orientales ou par tous les groupements qui prônent la paix et la négociation ou par l'intifada.

Je voudrais que tu me comprennes: je ne suis ni bloqué sur des positions figées, ni adepte d'une orthodoxie ou faillite et qui n'est plus de mise depuis longtemps, ni passéiste. Bien au contraire. Je pense que je suis bien dans mon époque en soutenant que les Juifs et ceux d'origine culturelle juive sont des nationaux dans leur pays respectif et qu'ils doivent, pour l'être réellement, combattre vigoureusement et sans merci le sionisme.

Supposons un instant pour les besoins de la discussion:

- qu'une conférence internationale se tienne
- que les Israéliens se retirent des "territoires occupés" (alors que l'on devrait parler de la Palestine occupée)
- que les Israéliens reconnaissent les droits des Palestiniens

- (H)
- que les Israéliens se retirent sur les frontières fixées par l'ONU en 1947
 - que l'O.L.P. et les pays arabes reconnaissent Israël et fassent la paix avec lui
 - que les Palestiniens constituent un Etat
 - qu'un Etat unique démocratique et laïque soit constitué, unissant juifs, musulmans, chrétiens et non-croyants sur tout le territoire de la Palestine, de Jaffa à Eliath et de Gaza à Jéricho.

A ces scénarios "optimistes" les politiciens et les politologues peuvent en ajouter plusieurs autres; tandis que la situation peut évoluer dans un sens ou dans son contraire.

Mais la lutte contre l'idéologie sioniste, elle, devra se poursuivre et s'amplifier dans chaque pays sans tenir compte d'aucune contingence et quelle que soient les situations dans ce Moyen-Orient et quelle que soient les luttes qu'on veut mener et les objectifs qu'on veut atteindre. De même que, malgré l'écrasement du fascisme hitlérien et le mouvement humain et démocratique, la lutte contre l'antisémitisme et tous les racismes ne s'est pas arrêtée. Dans le monde d'aujourd'hui, la laïcité, la tolérance, l'acceptation et le respect d'un autrui ou d'un compatriote différent, vont de l'avant parce que ces principes correspondent à notre société où les continuateurs des inquisiteurs de Galilée, les émules des bourreaux du cheikh soudanais Taha et les partisans du rabbin fanatique Kahane ne doivent pas avoir de cité.

Pourquoi le combat antisioniste doit-il recommencer après une éclipse de 55 ans?

Parce que ^{pour} les sionistes, tous les hommes et toutes les femmes croyants et non-croyants d'origine culturelle juive ne sont pas et ne peuvent pas être des nationaux du pays où sont nés et enterrés leurs pères-mères-grands-pères. Parce que pour les sionistes, ces hommes et ces femmes constituent un même et seul "peuple juif", une seule et même "nation juive", liés par des liens indestructibles à l'Etat d'Israël; patrie, métropole, recours et panacée suprême. Parce que si nous ne prenons pas en mains la lutte idéologique contre le sionisme, les racistes et autres antisémites auront la partie belle et ne manqueront pas d'exploiter la propagande sioniste pour leurs besoins.

Les sionistes dénoncent les antisémites parce que ceux-ci touchent les Juifs dans leur dignité et leur droit à la vie. Mais en fait ils ont le même raisonnement (les Juifs sont des gens à part) et tendent vers le même objectif (détacher les Juifs de chaque communauté nationale). En fait ils confortent et renforcent les racistes. Objectivement une entente existe entre antisémites et sionistes, les uns donnant aux autres et réciproquement les arguments nécessaires pour développer leurs actions et pour atteindre leurs objectifs.

Ainsi tant qu'il y aura d'une part propagande sioniste et d'autre part propagande antisémite, il nous faudra dénoncer et combattre, sans répit et sans équivoque ni ambiguïté, ces deux frères jumeaux qui veulent porter, chacun de son côté, atteinte à la cohésion pluriconfessionnelle de chaque nation. Comme il nous faudra refuser d'admettre que le sionisme est un acte de légitime défense face à l'antisémitisme.

Il est aisé de recueillir dans tous les milieux juifs des condamnations de tel ou tel acte israélien ; mais lorsqu'on parle de la nécessaire lutte idéologique contre le sionisme, même ceux des Juifs, qui n'ont rien à voir avec le sionisme ou qui, plus engagés, mènent un combat pour les droits des Palestiniens, manifestent immédiatement une hésitation et formulent des réserves. Ils craignent d'apparaître comme des "traîtres" à la "cause" juive. Ils sont complexés devant ~~ceux~~ ceux qui évoquent leurs parents morts dans les camps ou les fours crématoires hitlériens pour les entraîner derrière la bannière sioniste.

nombreux sont les non-Juifs d'Europe, amis des Palestiniens et dénonciateurs des exactions israéliennes, qui ont les mêmes réactions. Sachant que l'antisémitisme bestial et sanguinaire est une création européenne vieille de plusieurs siècles, ils voient qu'ils ont vis-à-vis des Juifs une... dette et qu'il leur est interdit de... toucher au sionisme qu'ils confondent avec communauté juive.

Pour ma part je pense qu'il faut avoir le courage de combattre, dans chaque pays, ce qui doit être combattu, même s'il concerne des Juifs.

Preuons l'exemple de la France. Les Juifs, dans ce pays, ont une place non négligeable dans la vie publique. Ils ont été premiers ministres, ils sont ministres, députés, sénateurs, conseillers de Président de la République, hauts magistrats, membres de l'Institut de France, officiers supérieurs, grands commis de l'Etat, puissants dans l'industrie, la banque, la presse, l'audiovisuel, etc... Si ces Français juifs, si tous les Français juifs (et Français doit être placé avant juif) ne combattent pas avec force et persévérance le sionisme et n'appellent pas à son écrasement idéologique, les Français non-juifs seraient, un jour ou l'autre, sensibles à la propagande antisémite qui trouverait un terrain disponible pour faire admettre que tous les Juifs sont en France un corps étranger dont il faut se débarrasser.

Voyons une autre situation. Il semblerait que l'U.R.S.S., pour ne pas être "taxée" d'antisémitisme, et peut-être pour d'autres raisons, accepte de discuter avec d'autres Etats d'autorisations de sortie de Soviétiques juifs, de contingents, de modalités particulières, de contre-parties financières ou... politiques. Si tout cela est vrai, l'U.R.S.S. a fait et fait l'acte discriminatoire en considérant les Soviétiques juifs comme une "chose à part". Si l'U.R.S.S. s'interdit toute procédure spécifique à telle ou telle catégorie de citoyens soviétiques, alors la réglementation et les conditions de sortie, et même les éventuelles limitations (que je condamne par avance) à la liberté de circulation, doivent être ~~les~~ identiques pour tous les Soviétiques et applicables à tous. Mais si par contre des dispositions particulières - même très "favorables" - sont décidées pour les Soviétiques juifs, il y aurait alors distinction raciste qui doit entraîner condamnation.

Puisque 45 ans après la destruction de l'hitlérisme, l'humanité entière doit rester vigilante contre toute velléité raciste et s'attaquer à ce mal avant même toute tentative de renaissance.

Mais 45 ans après la destruction de l'hitlérisme, il est inadmissible aussi que les dirigeants sionistes puissent en toute quiétude terroriser Juifs et non-Juifs antisionistes et antisracistes avec leur "argument" massue de l'holocauste. Cet holocauste où ont péri des millions de Juifs et de non-Juifs n'est ^{pas} le bien des sionistes. Cet holocauste est le bien de toute l'humanité et ce premier bien de tous les peuples européens dont les meilleurs fils et filles Juifs et non-Juifs sont morts sous la hache, et sous la torture des S.S. parce que militants anti-hitlériens, ont été fusillés parce que résistants, ont été brûlés dans les fours crématoires parce que Juifs ou ~~non-Juifs~~ non-aryens.

Ainsi il ne faut plus permettre aux dirigeants sionistes de tous les pays et aux gouvernants israéliens d'avoir une O.P.A. perpétuelle sur tous les Juifs du monde et d'utiliser l'holocauste comme une carte de crédit non plafonnée ou un chèque en blanc à utilisation répétée.

Il faut clarifier le débat, bousculer toute crainte de toute accusation facile et malhonnête d'antisémitisme, faire barrage au terrorisme intellectuel sioniste qui utilise tous les moyens pour bloquer les éventuelles prises de position publiques des antisionistes.

L'antisémitisme a existé avant l'hitlérisme et avant la création d'Israël par les Européens. Il doit reprendre sa place et son combat. L'existence d'Israël a faussé bien des attitudes et a exacerbé bien des passions. Mais l'antisémitisme reste une question permanente juste et légitime que rien n'aurait dû arrêter et que rien ne saurait interdire aujourd'hui.

Ne pas lutter dans chaque pays contre l'idéologie sioniste d'une façon continue et persévérante, c'est accepter

- que les Juifs constituent, dans chaque nation, sans aucune exception, un corps étranger
- qu'ils soient exclus de chaque nation
- qu'Israël ait le droit de continuer à se présenter comme la patrie des Juifs ou de ceux d'origine culturelle juive de tous les pays.
- qu'Elie Wiesel s'autoproclame porte-parole des Juifs du monde entier.

Il nous faut savoir retourner les "accusations" des sionistes, savoir mettre en difficulté leur propagande.

Pour cela il nous faut créer une dynamique rassembleuse, donner aux antisionistes confiance en eux-mêmes, leur offrir une structure et une tribune, leur donner les moyens de s'exprimer, de voir leurs œuvres publiées et diffusées. Il nous faut encourager les intellectuels et les chercheurs, Juifs et non-Juifs antisionistes et antisracistes, à parler et à écrire sur l'antisémitisme.

Tu sais maintenant comment je conçois l'organisation que je voudrais créer avec son contenu et ses limites.

En lisant cette lettre et les documents ci-joints, tu seras en possession de toutes mes réflexions et vues. Je te prie alors de me donner, sans complaisance, ton opinion qui est précieuse pour moi.

Tous les documents que je t'ai fait parvenir ou que tu trouveras ci-joints (y compris cette lettre) peuvent être communiqués à des amis ou diffusés. A toi de juger. Tu as toute liberté dans ce sens.

Donc à te lire, et pourquoi pas à te revoir.

Bien amicalement.

Paolo

Tunis le 7 novembre 1988

Monsieur le Professeur Francesco De Martino
Napoli

Cher Monsieur De Martino,

Avant tout je veux vous remercier pour votre amabilité. Je suis maintenant que j'ai été la cause d'un grand dérangement : un long entretien suivi de trois lettres. En vous quittant j'avais emporté avec moi l'agréable conviction de m'être trouvé pendant quelques instants (hélas trop courts pour moi) devant un âme sincère et humain, modèle de délicatesse. C'est pourquoi je ne sais comment vous être reconnaissant.

Quoique nos opinions semblent pour le moment différentes, je pense que nous pouvons essayer de nous entendre, de nous comprendre, de nous aider réciproquement, et pour cela il nous faut, n'est-ce pas, tout d'abord nous parler.

Certes des incompréhensions, des difficultés et des obstacles existent. Mais il y a aussi, heureusement, des contacts intéressants, des débats, des échanges de correspondance, des affections, des portes qui ne se ferment pas devant vous. Tout cela est encourageant même si nous ne touchons pas encore au couvert.

Pour compléter votre dossier je joins à la présente la photocopie d'une lettre que j'adresse à un ami.

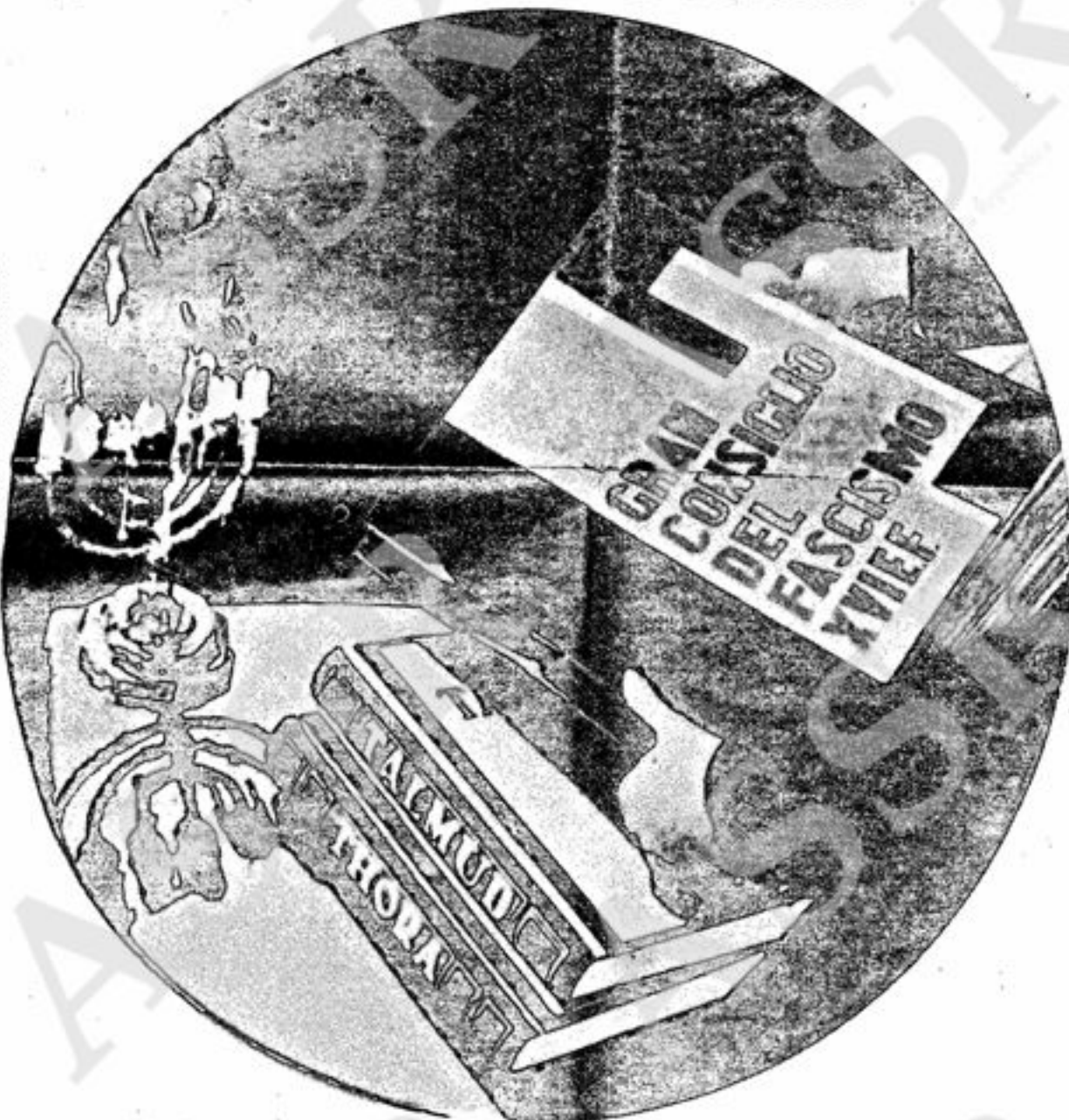
Bien cordialement et encore merci.



Cinquant'anni fa, con la pubblicazione del "Manifesto" degli scienziati, il regime fascista si preparava a varare le leggi antisemite

Vil razza dannata

Gli italiani credettero che Mussolini si fosse dovuto piegare alle pressioni esercitate dai nazisti, oppure che avesse voluto rivendicare una dignità «ariana» anche al nostro popolo, in modo che i tedeschi non ci considerassero inferiori in fatto di sangue. Può darsi che tra le motivazioni del «duce» nello scatenare violentemente



la campagna contro gli ebrei, ci fosse anche il bisogno di superare un complesso di inferiorità, affermando la nostra «nobiltà biologica». Di fatto però, come del resto era solennemente affermato nel «Manifesto», quella del 14 luglio 1938 non era una svolta; era lo sbocco coerente di tutto quanto era stato fatto fino allora.

Ma i germi c'erano già

di NICOLA TRANFAGLIA

QUANDO la mattina del 14 luglio 1938 venne reso noto ufficialmente il «Manifesto» che un gruppo di «scienziati» razzisti avevano steso su precisa direttiva del regime fascista (tra gli autori, il senatore professor Nicola Pende, direttore dell'Istituto di Patologia medica dell'Università di Roma, era forse quello che godeva di maggior prestigio e autorità accademica), non furono pochi gli italiani a restare sorpresi e angosciati. L'impressione di chi non era vicino al partito fu inevitabilmente quella di un'improvvisa e sciagurata omologazione tra la politica fascista e quella nazionalsocialista, tra la «dottrina» di

Benito Mussolini e quella di Adolf Hitler. E se fino a quel momento il fascismo italiano era potuto apparire agli apolitici, agli indifferenti, agli opportunisti, come la versione bonaria e casalinga di un sistema politico che sembrava avere garantito l'ordine e la stabilità, ora i conti non tornavano più. Il regime si preparava ad assumere, anche di fronte ai più sprovveduti, un tratto che lo rendeva simile alla dittatura demoniaca abbracciata dai tedeschi.

Subito dopo la pubblicazione del documento degli «scienziati» (metà dei quali era costituita da giovani assistenti universitari come Lino Businco o Guido Landra, e l'altra metà era

rappresentata invece da docenti ormai affermati, da Nicola Pende a Sabato Visco ad Edoardo Zavattari), non mancarono discussioni negli ambienti fascisti. Lo stesso Pende si lamentò con il segretario di Mussolini perché sul testo iniziale erano state apportate modifiche da funzionari della Cultura popolare e probabilmente da Mussolini medesimo. Ma il ministro della Cultura popolare Alfieri convinse senza troppe difficoltà sia Pende sia Sabato Visco (anche lui aveva protestato per le stesse ragioni) ad accettare il fatto compiuto, pena spiacevoli rappresaglie del regime nei loro confronti.

In dieci proposizioni che volevano

scimmiettare lo stile sintetico e «scultoreo» del Duce, gli autori del «Manifesto» affermavano che le razze esistono, che ce ne sono di grandi e di piccole, che si tratta di un concetto puramente «biologico», che gli italiani sono ariani puri, che gli ebrei non appartengono alla razza italiana e che ormai è tempo che gli italiani «si proclamino francamente razzisti».

Un documento di pochi giorni successivi comunicava agli italiani che il segretario del Partito, Starace, aveva ricevuto gli studiosi autori del «Manifesto», li aveva elogiati e aveva svolto da par suo alcune considerazioni. La prima è quella secondo la quale il regime non è nuovo ai fasti del razzismo: «con la creazione dell'Impero la

razza italiana è venuta in contatto con altre razze; deve quindi guardarsi da ogni ibridismo e contaminazione. Leggi razziste in tal senso sono state già elaborate e applicate con fascistica energia nei territori dell'Impero. La seconda — più importante — è che gli ebrei si considerano da millenni, dovunque e anche in Italia, come una razza diversa e superiore alle altre, ed è notorio che, nonostante la politica tollerante del Regime, gli ebrei hanno, in ogni Nazione, costituito — coi loro uomini e coi loro mezzi — lo stato maggiore dell'antifascismo».

(segue a pagina 4)